

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE

EN

MATIÈRE DE FRAUDES ALIMENTAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu
le 27 mai 1910, à trois heures, par*

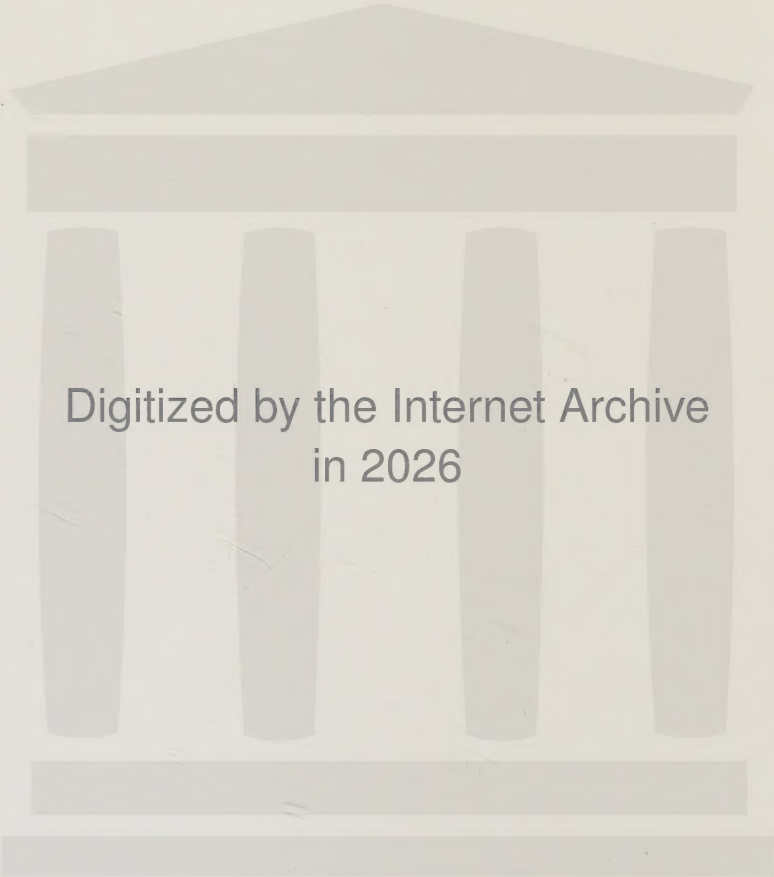
M. WILLEMET, René

Juge-suppléant au Tribunal civil de Mirecourt

Président : M. LE POITTEVIN,
Suffragants : MM. GARÇON et PERCEROU, professeurs.

MIRECOURT
IMPRIMERIE CARNET

—
1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE

EN

MATIÈRE DE FRAUDES ALIMENTAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

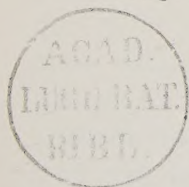
*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu
le 27 mai 1910, à trois heures, par*

M. WILLEMET, René

Juge-suppléant au Tribunal civil de Mirecourt

Président : M. LE POITTEVIN.

Suffragants : MM. GARÇON et PERCEROU, professeurs.



MIRECOURT
IMPRIMERIE CARNET

1910

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Considérations générales sur la répression des fraudes. — Loi de 1905. — Ses différences avec les lois précédentes.

Depuis longtemps déjà les législateurs se sont occupés de la répression des fraudes en matière commerciale. Ils se sont efforcés de mettre le consommateur à l'abri des procédés malhonnêtes de fabricants ou de vendeurs qui, pour réaliser un gain plus lucratif, cherchaient à écouler des produits falsifiés ou n'ayant pas les qualités substantielles, les propriétés naturelles ou l'origine que devaient laisser supposer les noms sous lesquels ils étaient livrés à la consommation.

Dans tous les pays du monde, en effet, on se plaint des fraudes et des falsifications opérées dans le commerce des denrées alimentaires et des produits de toutes sortes. La concurrence, devenant de plus en plus acharnée, a amené une baisse générale des prix, mais comme beaucoup de commerçants n'ont pu se résoudre à voir diminuer leur gain, certains ont eu l'idée de falsifier leurs produits pour arriver à diminuer leur prix de revient ; d'autres ont pensé à les vendre sous un faux nom ; d'autres enfin ont cherché à

tromper l'acheteur sur la quantité de la marchandise dont il prenait livraison.

Ces pratiques frauduleuses, qui se sont exercées de tous temps, ont pris, ces années dernières, un développement tout particulier car elles ont été favorisées par l'avancement des sciences physiques, chimiques et naturelles et les découvertes nouvelles, ainsi que par la crédulité du public.

Les fraudeurs ont ainsi jeté un réel discrédit sur le commerce et ont causé un trouble profond dans les transactions. Des plaintes se sont alors élevées de toutes parts ; on demandait pour chaque cas particulier une loi spéciale. En présence de la diversité des cas et de la multiplicité des demandes, le gouvernement s'est ému et s'est demandé s'il ne serait pas préférable de faire une loi générale permettant de frapper tous les fraudeurs indistinctement et laissant à des règlements d'administration publique le soin des détails pour chaque espèce.

C'est dans ce but qu'a été votée, le 1^{er} août 1905, la loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles.

Cette loi fut présentée successivement au Sénat en 1895 par M. Gadaud et, le 6 avril 1898 par M. Méline, Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture ; puis à la Chambre des Députés, le 25 février 1899, par M. Viger, Ministre de l'Agriculture et à nouveau le 4 juillet 1902 par M. Mougeot. Enfin elle a été définitivement votée le 1^{er} août 1905 après les rapports de MM. Dauzon (député) et Trannoy (sénateur).

La matière des fraudes n'était régie à l'origine que

par la loi de 1824 sur les altérations ou les substitutions de nom, sur les produits fabriqués et par l'article 423 du code pénal qui était ainsi conçu : « Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toute marchandise ; quiconque, par usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinquante francs, etc... » Cet article, comme on le voit, ne punissait que la tromperie sur la nature et la quantité des choses vendues. En ce qui concerne la qualité, il n'édicteait de pénalités que lorsque la fraude portait sur des matières d'or et d'argent.

En 1851, on reconnut que ce texte nécessitait des modifications et une extension pour assurer l'hygiène publique ; c'est dans ce but que fut votée la loi du 27 mars 1851.

Vinrent ensuite les lois du 5 mai 1855 sur l'assimilation des vins aux autres denrées, des 27 juillet 1867 et 4 février 1888 sur les engrais, du 14 mars 1887 sur l'emploi de la margarine et substances similaires, des 14 août 1889, 11 et 24 juillet 1894, 6 avril 1897 sur les vins, du 16 avril 1897 sur les fraudes de beurre, du 25 avril 1897 sur les sérums thérapeutiques. Enfin fut votée la loi de 1905.

A la différence de la loi du 27 mars 1851, qui ne réprimait la tromperie sur la quantité des marchandises vendues qu'autant que la falsification avait été consommée par des moyens frauduleux, la loi actuelle

a fait de ces moyens, non des éléments constitutifs, mais bien des circonstances aggravantes en l'absence desquelles la tromperie demeure néanmoins punissable ; elle permet donc de punir les tromperies qui, perpétrées à l'aide de moyens non prévus par la législation antérieure, échappaient à toute répression.

La loi de 1905 s'est bornée surtout à des dispositions générales et a laissé subsister, en les complétant, les lois spéciales déjà en vigueur par la répression des fraudes ; elle tend, par des modifications de détail, à apporter plus de précision et plus de sévérité dans la poursuite des fraudes et falsifications.

Par son article 1^{er} elle essaye de réprimer d'une façon plus large la tentative de tromperie ; par son article 7 elle organise d'une façon plus précise la peine de l'affichage ; par son article 11 elle confère à l'administration un pouvoir réglementaire étendu pour prévenir et poursuivre les fraudes et les falsifications. Enfin le tarif des amendes édictées par ses différents articles est plus élevé que celui prévu par les lois précédentes ; en outre, elle refuse pour les amendes le bénéfice de la loi de sursis.

Mais si cette loi est plus rigoureuse que celles antérieurement en vigueur, elle a cherché, autant que possible, à accorder aux inculpés le droit de se défendre en toute liberté. Pour cela elle a mis à leur disposition, par son article 12, la faculté de demander l'expertise contradictoire. Elle a fait là une innovation en droit criminel et c'est cette création que nous nous proposons d'étudier en particulier dans cet ouvrage.

CHAPITRE I

Origines de l'Expertise Contradictoire.

Projet de Loi du 30 Juin 1899.

Ainsi que nous venons de le dire, l'expertise contradictoire, instituée par la loi du 1^{er} août 1905, a été une innovation en droit criminel. Ce principe n'avait pas été posé dans le projet de loi primitivement déposé devant le Sénat ; en effet, dans les deux premières discussions, qui eurent lieu les 24 janvier et 2 février 1899, on ne songeait pas encore à l'expertise contradictoire ; aucun article n'y faisait allusion et l'article 12, qui la prévoit actuellement, était à ce moment relatif aux peines applicables à ceux qui auraient contrevenu aux règlements d'administration publique pris en vertu de l'article précédent.

Il nous a donc paru utile de rechercher dans un chapitre spécial quelle a été l'origine de l'expertise contradictoire.

C'est seulement à la séance de la Chambre des députés du 23 février 1905 qu'il fut question de cette nouvelle méthode d'expertise. L'initiative de cette façon de procéder

dans les poursuites en matière de fraudes alimentaires peut, à notre avis, être attribuée à MM. Gabriel Deville, Georges Berry, Devins, Cazeneuve et Vigouroux.

Si nous examinons les travaux préparatoires de la loi de 1905, nous voyons qu'à la séance du 23 février de cette année M. Deville s'exprimait ainsi : « Mon amendement visait trois sujets : d'abord l'expertise contradictoire. Sur ce point, j'ai satisfaction ; la nouvelle rédaction de la commission distribuée ce matin, par son troisième paragraphe de l'article 11 et par l'article 12, établit l'expertise contradictoire que je demandais ; je n'insiste donc pas. » Et à la même séance, M. Georges Berry disait : « J'avais déposé une proposition tendant à permettre aux commerçants poursuivis pour fraude, d'opposer aux expertises officielles, nécessitées par l'application de la loi, des expertises contradictoires. La commission a bien voulu accepter ma proposition et en faire l'article 12 ; je l'en remercie, et dans ces conditions je n'ai plus qu'à retirer mon amendement. » Mais c'est M. Devins qui nous indique le texte législatif dont les auteurs d'amendements se sont inspirés pour demander l'expertise contradictoire.

L'article 12 a été adopté à la Chambre des députés, après promesse faite à M. Devins par M. le Ministre de l'Agriculture que, dans les règlements d'administration publique, seraient insérées des dispositions de détail réglementant, pour les expertises contradictoires, une procédure simple, rapide et peu coûteuse, analogue à celle prévue dans le projet de loi voté par la Chambre le 30 juin 1899 sur les expertises médico-légales et chimico-légales.

Nous sommes donc naturellement amenés à étudier cette loi pour comprendre les motifs qui ont décidé le législateur à faire entrer, dans notre droit criminel et particulièrement

dans la répression des fraudes, le principe de l'expertise contradictoire.

Le projet de loi relatif à la réforme des expertises médico-légales et chimico-légales a été voté par la Chambre des députés le 30 juin 1899, il était ainsi conçu :

« ART. 1^{er}. — La liste des experts, admis à pratiquer les expertises en matière criminelle et correctionnelle, est dressée, chaque année, pour l'année suivante par les Cours d'Appel, le Procureur Général entendu, sur l'avis des Tribunaux de première instance.

Les experts sont classés par catégorie sur cette liste qui ne comprend pas de membres de droit, à l'exception de ceux qui sont institués à l'article 2.

ART. 2. — La liste des médecins et chimistes, admis à pratiquer les expertises médico-légales et chimico-légales devant les tribunaux, est dressée, chaque année, pour l'année suivante, par la Cour d'Appel, le Procureur Général entendu, sur la proposition des Tribunaux civils, des Facultés et Ecoles de Médecine, de Pharmacie et de Sciences.

Les professeurs et chargés de cours desdites Facultés, les médecins, chirurgiens et accoucheurs et pharmaciens des hôpitaux dans les villes où siègent des Facultés et Ecoles de médecine de plein exercice, les médecins d'hospices et d'asiles publics d'aliénés feront partie de droit de cette liste ; ils y seront autant que possible classés par catégories suivant leurs spécialités.

ART. 3. — Le juge ou la juridiction compétente désigne, sur la liste annuelle dressée en conformité des articles précédents, un expert, ou plusieurs s'il y a lieu à des recherches scientifiques distinctes.

La désignation dudit ou desdits experts est immédiatement notifiée à l'inculpé qui a le droit de choisir, sur la liste annuelle qui lui est communiquée, un nombre égal d'experts.

Cette déclaration doit être faite dans le délai de trois jours francs à dater de la notification. Dans le cas où l'inculpé n'a pas répondu dans ce délai, le juge nomme un second expert comme il est dit à l'article 6. (Lire article 5).

Dans le cas où une opération urgente d'expertise est prescrite par le président de la Cour d'Assises, l'accusé exerce séance tenante, s'il le juge utile, son droit de choisir un expert.

ART. 4. — Les experts désignés au paragraphe 2 de l'article 2 ne peuvent être choisis que si cette mesure, qui doit être justifiée par la gravité de l'affaire, est autorisée par ordonnance motivée du président du tribunal ou du président de la juridiction saisie.

Lesdites ordonnances ne sont susceptibles d'aucun recours.

ART. 5. — Si l'auteur du crime ou du délit est inconnu, si le prévenu est en fuite, l'expertise ordonnée doit être confiée au moins à deux experts choisis sur la liste annuelle.

ART. 6. — Il ne peut être procédé aux opérations par un seul expert que dans le cas où l'inculpé renonce formellement à l'expertise contradictoire et accepte l'expert désigné par le juge.

ART. 7. — Les experts, désignés conformément aux dispositions ci-dessus, jouissent des mêmes droits et prérogatives. Ils procèdent ensemble à toutes les opérations et leurs conclusions sont prises dans un rapport commun, après avoir été discutées contradictoirement.

ART. 8. — Si les experts sont d'avis opposé, ils désignent un tiers expert chargé de les départager.

A défaut d'entente, cette désignation est faite par le Président du Tribunal ou par le Président de la juridiction saisie.

ART. 9. — Nonobstant les termes des articles précédents, le Procureur de la République et le Juge d'instruction peuvent, dans le cas d'extrême urgence, notamment s'ils se sont transportés sur les lieux pour constater un flagrant délit, ou si des indices sont sur le point de disparaître, commettre à titre provisoire un seul expert ou un homme de l'art, non inscrit sur la liste annuelle.

L'expert provisoire procède aux premières constatations, assure, s'il y a lieu, la conservation des pièces à expertises et dresse du tout un procès-verbal sommaire qui est visé par le Juge ou le Procureur de la République.

Ce procès-verbal est transmis, avec tous autres documents, aux experts qui sont immédiatement désignés conformément aux dispositions ci-dessus, à moins que ces premières constatations soient jugées suffisantes, d'un commun accord par le magistrat instructeur et par l'inculpe.

ART. 10. — Les frais d'expertise résultant de la présente loi seront passés en frais de justice criminelle.

ART. 11. — Les articles 43, 44 et 59 du Code d'instruction criminelle sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi.

Les dispositions de la présente loi, relativement au droit de l'inculpé de choisir des experts en nombre égal à ceux de l'accusation, sont applicables au code de justice militaire. »

Les propositions faites par M. Cruppi, rapporteur de cette loi, avaient, tout d'abord, été limitées aux expertises médico-légales ; puis, sur la demande de M. Puech, elles avaient été étendues aux expertises chimico-légales et il avait été reconnu exclusivement à ces deux sortes d'expertises le droit pour l'inculpé de choisir ses experts ; enfin, un grand nombre de députés, ayant pensé qu'il fallait étendre à toutes les expertises quelles qu'elles fussent, même aux expertises en écriture, le droit du prévenu, la loi fut votée d'une façon générale pour toutes les matières criminelles ou correctionnelles et on accorda à l'inculpé le bénéfice du choix de ses experts dans toute poursuite nécessitant une expertise.

Cette loi n'a pas modifié un texte déjà existant, mais elle a essayé de créer de toutes pièces un texte nouveau inaugurant un mécanisme tout à fait inconnu. Notre code d'instruction criminelle, bien que le plus vieux de nos codes, ne contenait pas un seul article relatif à l'expertise ; il y faisait simplement allusion dans les articles 43, 44 et 59 qui permettaient au Procureur de la République, dans le cas de flagrant délit, de se faire accompagner d'une ou de deux personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou du délit. Ces articles lui prescrivaient, dans le cas d'une mort violente ou d'une mort dont la cause était inconnue ou suspecte, de se faire assister d'un ou de deux officiers de santé qui, après avoir prêté serment, devaient fournir un rapport sur les causes de la mort et l'état du cadavre. Les mêmes droits et obligations existaient pour le juge d'instruction. Seuls, ces deux magistrats avaient donc qualité pour désigner un expert ; le tribunal pouvait, le cas échéant, ordonner lui aussi une expertise.

Toutes les fois qu'une affaire correctionnelle ou criminelle était subordonnée à une question spéciale, les magistrats compétents devaient avoir recours, pour éclairer leur religion, aux lumières d'un homme de l'art, tel qu'un médecin, un chirurgien, un chimiste, un pharmacien, un expert en écritures, etc... Cet homme, à l'aide de procédés et de moyens dont il a l'habitude et secondé par sa grande connaissance scientifique des choses qu'il professe journellement, devait apporter une opinion reposant sur des bases solides et matérielles et émettre un avis permettant à la Justice de se prononcer sur des points qu'elle ignorait.

Du rapport de cet expert devait dépendre en quelque sorte l'honneur, la liberté et quelquefois la vie d'un inculpé qui pouvait, jusqu'à ce moment, être réputé innocent. Cependant cet inculpé, qui était intéressé d'une façon toute particulière au choix de l'expert, n'avait pas le droit de désigner celui entre les mains duquel son sort allait être confié. La désignation était faite par les magistrats seuls.

M. Cruppi, étant donnée la physionomie qu'a prise le juge d'instruction, reprochait à ces experts ainsi commis d'être pour ainsi dire les experts de l'accusation et, bien que fort honorables et presque toujours fort savants, de se considérer en quelque sorte comme les experts du Parquet. On aurait dit, selon lui, qu'il y avait comme un devoir pour eux d'appuyer autant que possible la prévention et que leur mission consistait à rechercher spécialement les charges qui pouvaient exister contre l'inculpé. Aussi fort souvent, disait-il, bien que voulant rester impartiaux, ils se laissaient aller, malgré eux, à déposer des rapports qui étaient la plupart du temps le reflet des préoccupations pour ne pas dire des espérances du Parquet.

Aux yeux des rédacteurs du projet de loi de 1899, le

choix de l'expert a, pour l'inculpé, la plus haute importance. En dehors des raisons que nous venons d'énumérer, il devait, de plus, rendre impossibles les erreurs commises par des experts et empêcher des médecins ignorants de se tromper et d'entraîner à leur suite l'erreur des juges, ce qui est plus grave.

Ce sont ces considérations qui ont fait voter, à la Chambre, la loi relative aux expertises médico-légales et chimico-légales. Si cette loi était devenue définitive, chaque fois qu'il aurait été nécessaire de nommer un expert et quelle qu'ait été la spécialité de cet expert, le juge d'instruction ou le Tribunal aurait fait son choix sur une liste mieux préparée que jadis ; de plus, et c'est là la réforme qui nous intéresse particulièrement, aussitôt que l'expert aurait été nommé par le juge, l'intéressé, c'est-à-dire l'inculpé, l'accusé ou le prévenu, selon le point auquel serait arrivée l'instruction ou parvenue l'affaire, aurait eu immédiatement, lui aussi, le droit de désigner un contre-expert.

Ce projet de loi, n'ayant jamais été voté par le Sénat, n'est pas devenu applicable ; mais si nous le comparons avec les articles 11 et 12 de la loi de 1905, ainsi qu'avec le décret du 31 juillet 1906, nous constatons que c'est bien là qu'il faut chercher, pour la répression des fraudes, l'origine du principe de l'expertise contradictoire et de son fonctionnement. Nous verrons, en outre, que la plupart des articles du règlement d'administration publique ne sont que la reproduction de ceux de la loi de 1899.

En 1882, le Sénat avait déjà élaboré un projet d'expertise que l'on aurait pu appeler l'expertise surveillée. Dans ce projet, l'inculpé avait le droit de désigner son expert ; mais le rôle de celui-ci se bornait à contrôler l'expert officiel et à faire mentionner ses observations en bas du rap-

port. Sa situation était tout à fait subalterne et ses avis n'avaient, pour ainsi dire, aucun poids.

Ce système, adopté par le Sénat, n'eut pas de suite et ne donna jamais lieu à aucune application. Loin de réaliser une réforme heureuse et féconde, la création de cet expert surveillant et subalterne n'aurait, selon certains, que rendu possibles toutes sortes de difficultés.

Par la loi de 1897, on avait déjà considérablement amélioré la situation de l'inculpé devant le juge d'instruction en mettant sur un pied d'égalité l'accusation et la défense. On a cherché à compléter cette mesure, en introduisant dans la loi de 1905 l'expertise contradictoire, en faisant choisir les experts, du moins pour partie, par ceux-là mêmes qui sont intéressés au résultat de l'expertise et en permettant ainsi au prévenu de mieux se défendre.

CHAPITRE II

L'Expertise contradictoire avant le Décret de 1906.

Dans son article 12, la loi du 1^{er} août 1905 a posé le principe de l'expertise contradictoire : « Toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi, dit-elle, seront contradictoires », et par son article 11, elle laisse à des règlements d'administration publique le soin de statuer sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de ce principe.

Les formalités pour opérer les prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes ont été déterminées par le décret du 31 juillet 1906, qui est ainsi conçu :

TITRE PREMIER. — *Organisation et fonctionnement du Service des prélèvements*

ART. 1^{er}. — Le service chargé de rechercher et de constater les infractions à la loi du 1^{er} août 1905 est organisé

par l'État, avec le concours éventuel des départements et des communes.

Le fonctionnement de ce service est assuré, sous l'autorité du Ministre de la Justice, du Ministre de l'Agriculture et du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, dans les départements par les Préfets, à Paris et dans le ressort de la Préfecture de Police par le Préfet de Police.

ART. 2. — Les autorités qui ont qualité pour opérer des prélèvements sont :

Les commissaires de police ;

Les commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports ;

Les agents des contributions indirectes et des douanes agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

Les inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs ;

Les agents des octrois et les vétérinaires sanitaires peuvent être individuellement désignés par les Préfets pour concourir à l'application de la loi du 1^{er} août 1905 et commissionnés par eux à cet effet.

Dans le cas où des agents spéciaux seraient institués par les départements ou les communes pour concourir à l'application de ladite loi, ces agents devront être agréés et commissionnés par les Préfets.

ART. 3. — Une commission permanente est instituée près les Ministères de l'Agriculture et du Commerce, de l'Industrie et du Travail, pour l'examen des questions d'ordre scientifique que comporte l'application de la loi du 1^{er} août 1905. Cette commission est obligatoirement consultée pour la détermination des conditions matérielles des prélèvements, l'organisation des laboratoires et la fixation des méthodes d'analyse à imposer à ces établissements.

ART. 4. — Des prélèvements d'échantillons peuvent, en toutes circonstances, être opérés d'office dans les magasins, boutiques, ateliers, voitures servant au commerce, ainsi que dans les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances, les halles, foires, marchés et dans les gares ou ports de départ et d'arrivée.

Les prélèvements sont obligatoires dans tous les cas où les boissons, denrées ou produits paraissent falsifiés, corrompus ou toxiques.

Les Administrations publiques sont tenues de fournir aux agents désignés à l'article 2 tous les éléments d'information nécessaires à l'exécution de la loi du 1^{er} août 1905.

Les entrepreneurs de transports sont tenus de n'apporter aucun obstacle aux réquisitions pour prises d'échantillons et de représenter les titres de mouvement, lettres de voiture, récépissés, connaissements et déclarations dont ils sont détenteurs.

ART. 5. — Tout prélèvement comporte quatre échantillons, l'un destiné au laboratoire, pour analyse, les trois autres éventuellement destinés aux experts.

ART. 6. — Tout prélèvement donne lieu, séance tenante, à la rédaction sur papier libre d'un procès-verbal.

Ce procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

1^o Les nom, prénoms, qualité et résidence de l'agent verbalisateur ;

2^o La date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué ;

3^o Les nom, prénoms, profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré ;

Si le prélèvement a lieu en cours de route, les noms et

domiciles des personnes figurant sur les lettres de voiture ou connaissements comme expéditeurs et destinataires ;

4° La signature de l'agent verbalisateur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été opéré, relater les marques et étiquettes apposées sur les enveloppes ou récipients, l'importance du lot de marchandises échantillonné, ainsi que toutes les indications jugées utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés et l'identité de la marchandise.

Le propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transports peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles. Il est invité à signer le procès-verbal ; en cas de refus, mention en est faite par l'agent verbalisateur.

ART. 7. — Les prélèvements doivent être effectués de telle sorte que les quatre échantillons soient autant que possible identiques.

A cet effet, des arrêtés ministériels, pris de concert entre le Ministre de l'Agriculture et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, sur la proposition de la Commission permanente, déterminent, pour chaque produit ou marchandise, la quantité à prélever, les procédés à employer, pour obtenir des échantillons homogènes, ainsi que les précautions à prendre pour le transport et la conservation de ces échantillons.

ART. 8. — Tout échantillon prélevé est mis sous scellés. Ces scellés sont appliqués sur une étiquette composée de deux parties pouvant se séparer et être ultérieurement rapprochées, savoir :

1^o Un talon qui ne sera enlevé que par le chimiste au laboratoire après vérification du scellé. Ce talon ne doit porter que les indications suivantes : nature du produit, dénomination sous laquelle il est mis en vente, date de prélèvement et numéro sous lequel les échantillons sont enregistrés au moment de leur réception par le service administratif ;

2^o Un volant qui porte ces mêmes mentions, mais où sont inscrits, en outre, les nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, en cas de prélèvement en cours de route, ceux des expéditeurs et destinataires.

Ce volant est signé par l'auteur du procès-verbal.

ART. 9. — Aussitôt après avoir scellé les échantillons, l'agent verbalisateur, s'il est en présence du propriétaire ou détenteur de la marchandise, doit le mettre en demeure de déclarer la valeur des échantillons prélevés.

Le procès-verbal mentionne cette mise en demeure et la réponse qui a été faite.

Un récépissé, détaché d'un livre à souche, est remis au propriétaire ou détenteur de la marchandise. Il y est fait mention de la valeur déclarée.

En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transports reçoit, pour sa décharge, un récépissé indiquant la nature et la qualité des marchandises prélevées.

ART. 10. — Le procès-verbal et les échantillons sont, dans les vingt-quatre heures, envoyés par l'agent verbalisateur à la Préfecture du département où le prélèvement a été effectué, et, à Paris, ou dans le ressort de la Préfecture de police, au Préfet de police.

Toutefois, en vue de faciliter l'application de la loi, des décisions ministérielles pourront autoriser l'envoi des échantillons aux sous-préfectures ou à tout autre service administratif.

Le service administratif, qui reçoit ce dépôt, l'enregistre, inscrit le numéro d'entrée sur les deux parties de l'étiquette que porte chaque échantillon, et, dans les vingt-quatre heures, transmet l'un de ces échantillons au laboratoire dans le ressort duquel le prélèvement a été effectué.

Le talon seul suit l'échantillon au laboratoire.

Le volant, préalablement détaché, est annexé au procès-verbal. Les trois autres échantillons sont conservés par la Préfecture.

Toutefois, si la nature des denrées ou produits exige des mesures spéciales de conservation, les quatre échantillons sont envoyés au laboratoire où ces mesures sont prises, conformément aux arrêtés ministériels prévus à l'article 7. Dans ce cas, les quatre volants sont détachés des talons et annexés au procès-verbal.

ART. 11. — Les laboratoires créés par les départements et les communes, peuvent être admis, concurremment avec ceux de l'Etat, à procéder aux analyses lorsqu'ils ont été reconnus en état d'assurer ce service et agréés par une décision ministérielle prise sur l'avis conforme de la commission permanente.

TITRE II. — *Fonctionnement des laboratoires*

ART. 12. — Des arrêtés ministériels, pris de concert entre le Ministre de l'Agriculture et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, déterminent le ressort

des laboratoires admis à procéder à l'analyse des échantillons.

Pour l'examen des échantillons, les laboratoires ne peuvent employer que les méthodes indiquées par la commission permanente.

Ces analyses sont à la fois d'ordre qualificatif et quantitatif. L'examen comprend notamment les recherches microscopiques, spectroscopiques, polarimétriques, réfractométriques, cryoscopiques, susceptibles de fournir des indications sur la pureté des produits, la recherche des antiseptiques et des colorants étrangers.

Ces méthodes sont décrites en détail par des arrêtés pris de concert entre le Ministre de l'Agriculture et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, après avis de la Commission permanente.

ART. 13. — Le laboratoire, qui a reçu pour analyse un échantillon dresse, dans les huit jours de la réception, un rapport où sont consignés les résultats de l'examen et des analyses auxquels cet échantillon a donné lieu.

Ce rapport est adressé au préfet du département d'où provient l'échantillon ; à Paris et dans le ressort de la Préfecture de police, le rapport est adressé au Préfet de police.

ART. 14. — Si le rapport du laboratoire ne révèle aucune infraction à la loi du 1^{er} août 1905, le préfet en avise sans délai l'intéressé.

Dans ce cas, si le remboursement des échantillons est demandé, il s'opère d'après leur valeur au jour du prélèvement, aux frais de l'Etat, au moyen d'un mandat délivré par le Préfet, sur représentation du récépissé prévu à l'article 9.

ART. 15. — Dans le cas où le rapport du laboratoire signale une infraction à la loi du 1^{er} août 1903, le préfet transmet, sans délai, ce rapport au Procureur de la République.

Il y joint le procès-verbal et les trois échantillons réservés.

S'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, avis doit être donné par le préfet au directeur des Contributions indirectes du département.

ART. 16. — Des arrêtés ministériels, pris de concert entre le Ministre de l'Agriculture et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, déterminent dans quelle forme les laboratoires doivent rendre compte périodiquement au préfet du nombre des échantillons analysés, du résultat de ces analyses et signaler les nouveaux procédés de fraude révélés par l'examen des échantillons.

TITRE III. — *Fonctionnement de l'expertise contradictoire.*

ART. 17. — Le Procureur de la République informe l'auteur présumé de la fraude qu'il est l'objet d'une poursuite. Il l'avise qu'il peut prendre communication du rapport du directeur du laboratoire et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire, prévue à l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1903.

ART. 18. — S'il y a lieu à expertise, il est procédé à la nomination de deux experts, l'un désigné par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte. Celle-ci a toutefois le droit de renoncer à

cette désignation et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Les experts sont choisis sur les listes spéciales de chimistes experts dressées, dans chaque ressort, par les Cours d'Appel ou les Tribunaux Civils.

L'inculpé pourra toutefois choisir son expert sur les listes dressées par la Cour d'Appel ou le Tribunal civil du ressort d'où il aura déclaré que provient la marchandise suspecte.

ART. 19. — Chaque expert est mis en possession d'un échantillon. Le juge d'instruction donne communication aux experts des procès-verbaux de prélèvement ainsi que des factures, lettres de voiture, pièces de régie, et, d'une façon générale, de tous les documents que la personne mise en cause a jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre.

Aucune méthode officielle n'est imposée aux experts. Ils opèrent à leur gré, ensemble ou séparément, chacun d'eux étant libre d'employer les procédés qui lui paraissent le mieux appropriés.

Leurs conclusions sont formulées dans des rapports qui sont déposés dans le délai fixé par l'ordonnance du juge.

ART. 20. — Si les experts sont en désaccord, ils désignent un tiers expert pour les départager. A défaut d'entente, pour le choix de ce tiers expert, il est désigné par le président du Tribunal civil.

Le tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles.

ART. 21. — Sur la demande des experts ou sur celle de la personne mise en cause, des dégustateurs, choisis dans

les mêmes conditions que les autres experts, sont commis pour examiner les échantillons.

ART. 22. — Lorsque des poursuites sont décidées, s'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, le Procureur de la République devra faire connaître au Directeur des Contributions indirectes ou à son représentant, dix jours au moins à l'avance, le jour et l'heure de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée.

ART. 23. — Il n'est rien innové quant à la procédure suivie par l'administration des douanes et l'administration des contributions indirectes pour la constatation et la poursuite de faits constituant à la fois une contravention fiscale et une infraction aux prescriptions de la loi du 1^{er} août 1905.

ART. 24. — En cas de non-lieu ou d'acquittement, le remboursement de la valeur des échantillons s'effectue dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus.

ART. 25. — Il sera statué ultérieurement sur les conditions d'application de la loi du 1^{er} août 1905 à l'Algérie et aux colonies. »

Il s'est donc écoulé entre la loi de 1905 et le décret qu'elle prévoyait, une année entière.

Qu'allait devenir pendant ce temps le principe de l'expertise contradictoire ? Les falsifications commises pouvaient-elles se trouver soumises aux prescriptions de la loi sans l'être à celles d'un décret prévu, mais encore inexistant ?

La loi de 1905, ne contenant aucun article spécial concernant sa mise en vigueur, devait, selon le principe général, devenir exécutoire aussitôt sa promulgation.

Cette question avait déjà préoccupé le législateur au

moment de la discussion du projet de loi devant le Sénat. En effet, à la séance du 2 février 1899, M. Richard Waddington s'exprimait ainsi : « Il ressort des termes du rapport et des déclarations faites à la tribune que les règlements d'administration publique, prévus par l'article 11, sont en quelque sorte la clef de voûte de la loi. Il est évident que celle-ci ne pourra être exécutée et appliquée que quand on connaîtra le détail des décrets à intervenir, qui ont une portée des plus considérables. En effet, ils doivent établir le *mode d'expertise*, le choix des experts, les analyses chimiques, les prélèvements d'échantillons, etc..... Dans ces conditions je demanderai à M. le Rapporteur et à M. le Ministre de l'Agriculture si nous sommes bien d'accord sur ce point, à savoir que la loi ne pourra être appliquée qu'après la publication des règlements d'administration publique. » (1)

M. Waddington avait, en effet, et à juste raison, quelque inquiétude à cet égard ; il se rappelait, à cet instant, la loi sur les alcools dénaturés, votée en 1897, qui prévoyait l'établissement de règlements d'administration publique. Cette loi avait cependant été appliquée longtemps avant que les règlements aient été portés à la connaissance du public et la conséquence de cet état de choses avait amené le dépôt d'une interpellation sur le bureau de la Chambre.

En réponse à ces arguments, M. le Ministre de l'Agriculture avait admis volontiers que, pour les produits n'ayant pas encore fait l'objet de lois spéciales, la présente loi ne serait applicable que lorsque les décrets d'administration publique auraient été publiés ; mais il trouvait inconvénient à ajourner l'application de la loi jusqu'après

(1) *Officiel*, 3 février 1899.

la publication des règlements. Il voyait, en effet, dans la mise en vigueur immédiate, un moyen de réprimer plus facilement et plus rapidement les fraudes commises dans le commerce des marchandises ou des substances réglementé par des lois ou décrets antérieurs.

M. Berry était également hostile aux règlements d'administration publique. A la séance du 19 novembre 1904 de la Chambre des Députés, il disait : « L'article 11 prévoit qu'il y aura lieu de suppléer aux lacunes de la loi par des règlements d'administration publique ; c'est justement ce que j'aurais désiré éviter. Je voudrais que nous fissions des lois et que nous ne laissions pas à l'administration le soin de substituer ses décisions aux nôtres. J'ai toujours été opposé à cette façon de procéder par laquelle, bien souvent, on arrive à changer le caractère de l'esprit de la loi votée par le Parlement. L'article 11 va donner à l'administration des pouvoirs exorbitants ». (1)

Dans la rédaction définitive de la loi de 1903, il ne fut plus question, pour sa mise en vigueur, d'une différence entre le commerce des marchandises ou substances déjà antérieurement réglementé et celui des autres produits ; aussi, la prescription de l'article 12, étant conçue en termes absolus et ne comportant aucune réserve, devait, suivant le principe général, devenir obligatoire aussitôt la promulgation de la loi et avant même que le décret d'administration publique ait réglementé cette procédure.

Certains Tribunaux ont été frappés de cette anomalie. Ils ont trouvé bizarre que l'on puisse appliquer une loi, pour ainsi dire inachevée, en tout cas incomplète, puisqu'elle prévoit un règlement qui n'est pas encore rendu et dont

(1) *Officiel* du 11 novembre 1904, page 2358.

l'importance est cependant incontestable, puisqu'il a même été dit à la Chambre que : « la loi vaudrait ce que vaudrait le règlement ».

La Cour de Douai, notamment, avait décidé, par un arrêt en date du 25 avril 1906 (1), que la loi de 1905 était une loi générale contenant des parties réservées qui ne seraient exécutoires qu'après un règlement administratif ; et pour fonder sa décision, elle déclarait que l'article 12 ne pouvait avoir d'autre portée que celle de l'article précédent et que son application était subordonnée, comme d'ailleurs l'article 13, à la publication d'un règlement d'administration publique.

La jurisprudence postérieure n'a pas admis cette façon de voir. La Cour de Cassation, en effet, appelée à différentes reprises à statuer sur cette question, a déclaré formellement que la prescription de l'article 12, étant conçue en termes absolus et ne comportant aucune réserve, était exécutoire dès la promulgation de la loi et avant même qu'un règlement d'administration publique ait spécifié, selon les prévisions de l'article 11, les formalités à observer en cette matière pour procéder contradictoirement aux expertises (2).

Elle en tirait cette conséquence que, dès qu'il s'agit d'une poursuite exercée avant le décret du 31 juillet 1906, mais à laquelle la loi du 1^{er} août est applicable, la condamnation prononcée est nulle s'il a été fait état d'une expertise effectuée non contradictoirement.

Nous nous rallions volontiers à l'avis de la Cour suprême qui paraît reposer sur des considérations tout à fait juridi-

(1) Cour de Douai, 25 avril 1906, S. 1907. II. 9.

(2) Cass. 12 janvier 1907. S 1907 ; I 152.

ques. Il est bien certain, en effet, selon nous, que pour les poursuites exercées en vertu de la loi de 1905, avant la promulgation du décret, la procédure contradictoire a dû être suivie à peine de nullité. Cela résulte, nous semble-t-il, de la loi elle-même qui, dans son article 8 s'exprime ainsi : « toute poursuite exercée en vertu de la présente loi devra être continuée et terminée en vertu des mêmes textes », ce qui, d'après M. Thiéry, auteur de l'amendement passé dans cet article, veut dire que toute poursuite, exercée en vertu de la loi de 1905, suivra nécessairement et suivra jusqu'au bout la procédure réglée par cette loi et non une procédure quelconque (1).

De plus nous savons que les législateurs ont eu pour but de garantir, dans une mesure aussi large que possible, les droits de la défense, et l'expertise contradictoire, ayant été prescrite dans ce but, il n'y avait pas lieu, sans texte positif, d'en retarder l'application. Cette question avait d'ailleurs déjà été jugée en matière de beurre falsifié pour la loi spéciale de 1897 (2).

Mais, pour satisfaire au vœu de l'article 12, il n'était pas nécessaire d'avoir recours à une procédure formaliste et identique à celle qui devait plus tard être réglementée par un décret dont on ne pouvait prévoir les prescriptions. Il était donc suffisant que la contradiction existât, et une analyse ne devait pas être annulée sous le prétexte que, dans le détail, on n'avait pas suivi les formes prévues par le décret du 31 juillet 1906, alors que celui-ci n'avait pas encore été promulgué au moment où il y avait été procédé.

Les juges du fond, pour prononcer une condamnation,

(1) *Officiel* 17 février 1905, page 367.

(2) Cass. 17 novembre 1905. D. 1906; I. 53.

pouvaient donc, à bon droit, se fonder sur la concordance des expertises ordonnées par le juge d'instruction et d'une contre-expertise à laquelle il aurait été procédé par un homme de l'art du choix du prévenu lui-même, après communication des expertises officielles. Ils n'avaient même pas à tenir compte du décret promulgué au cours des poursuites, s'ils se trouvaient alors dans l'impossibilité d'ordonner les mesures prescrites par ce décret (1). De plus, ils avaient souvent d'autres moyens de satisfaire aux prescriptions de la loi. En effet, en disposant que les expertises seraient contradictoires, l'article 12 n'impose pas aux juges de recourir nécessairement à cette mesure (2); ils ont toute faculté pour trouver en dehors de l'expertise contradictoire des éléments de conviction leur permettant d'assurer une condamnation (3). Cette faculté, d'ailleurs, a subsisté après la promulgation du décret car, d'après la jurisprudence, ainsi que nous le verrons, si l'expertise est obligatoirement contradictoire, elle n'est pas obligatoire.

(1) Cass. 28 juin 1907. Gaz. Pal. 1907. II. 100.

(2) Cass. 12 mai 1906. J. des Parquets 1908. II. 41.

(3) C. Caen, 31 octobre 1906, J. des Parquets, 1906. II. 109.

CHAPITRE III

Des prélèvements d'échantillons.

Agents qui en sont chargés et comment ils sont opérés.

Comme nous l'avons dit précédemment, c'est seulement le 31 juillet 1906 qu'a été promulgué le décret déterminant les formalités pour opérer les prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes. Pour pouvoir satisfaire à l'article 42 de la loi de 1905, il faut que les prélèvements opérés soient effectués d'une certaine façon et qu'ils comprennent un certain nombre d'échantillons, de façon à permettre de procéder, à tous moments de la procédure, à une expertise contradictoire. Aussi, avant d'étudier cette dernière, il nous faut dire quelques mots de l'organisation et du fonctionnement du service des prélèvements.

Le décret de 1906 s'est d'abord occupé de déterminer les personnes chargées de rechercher et de constater les infractions à la loi. Il s'est inspiré, sans doute, des paroles de M. Cazeaux-Cazalet qui, à la séance de la Chambre du

10 novembre 1904, disait : « Il est certain que toutes les lois sur les fraudes resteront inapplicables tant qu'il n'y aura pas un personnel suffisant pour les appliquer. Il faut donc, comme pour la loi sur les beurres et la loi sur l'inspection du travail, organiser un personnel spécial ». Il a, en effet, dans son article 2, énuméré un certain nombre d'autorités auxquelles il donne qualité pour opérer des prélèvements ; ce sont : les commissaires de police, les commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports, les agents des Contributions Indirectes et des Douanes agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs, les agents des octrois et les vétérinaires sanitaires, individuellement désignés par les Préfets pour concourir à l'application de la loi du 1^{er} août 1905 et commissionnés par eux à cet effet, enfin des agents spéciaux institués par les départements ou les communes (1).

En ce qui concerne les employés des Contributions Indirectes, c'est uniquement lorsqu'ils agissent à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions qu'ils ont qualité pour opérer des prélèvements, ce qui revient à dire qu'ils ne deviennent agents de prélèvements de la loi de 1905 qu'accidentellement, au cas où ils découvrent une fraude qui n'a aucun caractère commun avec une contravention fiscale. (2)

Comme on le voit par l'énumération qui vient d'être

(1) De plus, le décret du 5 juin 1908, confère la qualité d'agents de prélèvements aux fonctionnaires du contrôle de l'armée, de l'intendance militaire, aux médecins et vétérinaires militaires, aux officiers préposés aux approvisionnements et distributions de vivres, aux contrôleurs de l'administration de la marine ou aux manutentionnaires. Les fonctionnaires civils restent aptes à faire accidentellement des prélèvements dans les établissements militaires, mais, pour y pénétrer, ils doivent se munir de l'autorisation du chef de corps. (Ravinet. *Manuel de la Repression des fraudes*, page 25 note 1).

(2) Seine 30 mai 1908. Gaz Palais 1903. II. 145.

faite, la plupart des agents de prélèvements sont assermentés, soit devant l'autorité administrative, soit devant l'autorité judiciaire ; pour certains d'entre eux, le serment est facultatif (inspecteur des abattoirs) ; d'autres n'y sont pas assujettis (agents spéciaux du dernier paragraphe) ; mais rien ne dit que ce serment est obligatoire.

Les agents que le Préfet a le droit de désigner pour opérer des prélèvements ne sont donc astreints à aucune prestation de serment préalable, alors même qu'ils opèrent dans un territoire autre que celui où ils exercent régulièrement leurs fonctions habituelles (1), et les procès-verbaux qu'ils dressent, dans ces conditions, sont valables et peuvent servir de base à des poursuites correctionnelles (2).

Pour opérer, d'une façon régulière, des prélèvements et en dresser procès-verbal, ces agents sont simplement obligés d'être agréés et commissionnés par les préfets. En effet, les fonctionnaires ou personnes ayant un caractère public, aujourd'hui dispensés du serment politique par le décret du 5 septembre 1870, ne sont tenus de prêter le serment professionnel qu'autant qu'une loi spéciale leur en impose l'obligation (3) ; or, on ne trouve aucune disposition de ce genre dans le décret de 1906.

D'ailleurs, on conçoit aisément que le ministère public ne pourrait pas poursuivre, en vertu de l'article 196 du Code pénal, des agents du service des prélèvements qui n'auraient pas prêté serment.

Certains tribunaux avaient cependant décidé que, seule,

(1) C. de Limoges, 21 mai 1908. J. des Parquets, 1908. II. 147.

(2) C. de Riom, 6 février 1908. J. des Parquets 1908. II. 62.

(3) C. Orléans, 31 mars 1908. Gaz. Pal. 1908. I. 558. Dalloz, Jur. gén. suppl. V. serment n° 6.

la formalité du serment conférait aux agents le pouvoir de verbaliser et ils avaient annulé, comme manquant de base légale, des poursuites effectuées à la suite de prélèvements opérés par des agents spéciaux commissionnés mais non assermentés (1).

La jurisprudence générale s'est établie dans le sens contraire de ces décisions. Il est inutile de dire que, seuls, les agents spéciaux dont il s'agit doivent être agréés et commissionnés par les Préfets et que cette formalité n'est pas imposée aux autres autorités énumérées dans l'article 2 et notamment aux commissaires de police (2).

Nous ferons remarquer que les gendarmes ne sont pas compris au nombre des autorités énumérées dans le décret de 1906.

Est-ce à l'exclusion de toutes autres personnes que les fonctionnaires, nommés par l'article 2, ont qualité pour opérer des prélèvements ? Nous croyons pouvoir affirmer que le droit, pour un négociant de faire des prélèvements dans l'intérêt de sa défense, ne lui a jamais été dénié. Le législateur, en effet, ayant cherché à donner aux commerçants des garanties nouvelles, n'a pu songer un seul instant à leur retirer celles dont ils jouissaient auparavant. Il nous semble donc possible, pour un commerçant, au moment où il prend livraison de la marchandise achetée à son fournisseur, de faire opérer des prélèvements par un huissier ou d'en opérer lui-même en présence de deux témoins. Ces échantillons devront être en nombre suffisant pour pouvoir, le cas échéant, permettre de procéder à une analyse contradictoire ; puis, après avoir été scellés et cachetés, ils

(1) Trib. Montargis, 22 janvier 1908. Trib. Moulins, 15 décembre 1907. Gaz. Pal. 1908, I. 43.

(2) C. Paris, 1^{er} février 1908. Gaz. Pal. 1908. I. 483.

seront déposés en lieu sûr (mairie ou commissariat de police). Si dans la suite, le commerçant qui a agi ainsi, s'aperçoit qu'il a été victime d'une fraude, il pourra adresser une plainte au Parquet ou à toute autre autorité compétente. Une information pourra alors être régulièrement ouverte et une expertise contradictoirement faite.

Il nous paraît même que cette précaution devrait devenir d'un usage courant. Elle mettrait, en effet, le commerçant honnête à l'abri de toute poursuite, car, lorsqu'une infraction à la loi aurait été constatée dans son commerce, il lui suffirait, pour établir sa bonne foi d'une façon indubitable, de démontrer par une expertise, l'identité entre les échantillons prélevés chez lui par le service de la répression des fraudes et ceux prélevés par ses soins. C'est du reste l'avis qu'a donné la commission constituée, par arrêté du 28 mars 1908, en vue de l'élaboration « d'un projet de réglementation d'administration publique, pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905, aux denrées alimentaires, dans le cas où les règles tracées par le décret du 31 juillet 1906 ne peuvent être suivies. »

M. le Ministre de l'Agriculture a, de plus, dans des circulaires, invité ses agents à satisfaire, dans la mesure du possible, aux réquisitions de simples particuliers signalant des fraudes commises et demandant des prélèvements d'échantillons.

Les groupements professionnels, les syndicats notamment, soucieux de s'associer à l'œuvre de la répression des fraudes commerciales, ont désigné des agents capables d'exercer une surveillance utile sur la vente des denrées alimentaires. Ces agents peuvent être agréés par les Préfets en vue du prélèvement d'échantillons, à condition qu'ils puissent être considérés comme institués par le département ou par une ou plusieurs communes.

Le juge d'instruction a également la faculté de faire opérer des prélèvements par d'autres que par les autorités désignées à l'article 2 ; il peut, en effet, charger de cette mission, des officiers de police judiciaire, tels que les juges de paix, maires ou officiers de gendarmerie.

Si l'article 4 prescrit que les prélèvements sont obligatoires dans tous les cas où les boissons, denrées ou produits paraissent falsifiés, corrompus ou toxiques, la jurisprudence de la Cour de Cassation a cependant admis que ces prélèvements ne sont indispensables qu'autant que la preuve du délit ne résulte pas des autres modes de preuve admis par la loi, et qu'il y a lieu à expertise. La Cour de Grenoble a même décidé qu'il n'était nécessaire de procéder ni à prélèvements, ni à expertises, quand il est constaté qu'il a été mis en vente des œufs pourris (1).

Ces solutions, qui peuvent se justifier dans une certaine mesure, ne sont cependant pas à l'abri de toute critique. En effet, à aucun moment, le décret de 1906 ne dit qu'il y a des cas où les poursuites pourront être exercées et la loi de 1905 appliquée sans observation des formalités qu'il prescrit ; il n'a jamais fait de distinction entre les cas où le délit est certain et ceux où il ne l'est pas. De plus, en admettant la théorie de la Cour de Cassation, il suffit à un inspecteur sanitaire, par exemple, de déclarer dans un procès-verbal qu'une viande est corrompue, puis de la faire détruire ensuite, pour que, sans prélèvements ni expertise contradictoire, le boucher sur qui la viande a été saisie, puisse être poursuivi et exposé aux pénalités rigoureuses de la loi. Que devient alors la pensée du législateur qui, en

(1) Cass. 28 février 1908. C. Grenoble 26 juillet 1907. J. des parquets 1908, II 59.

réprimant plus sévèrement la fraude, à, en même temps, voulu entourer de certaines garanties la poursuite et les prévenus? Nous sommes donc obligés de reconnaître que les formalités prévues par la loi et déterminées par le règlement rendront en certains cas la constatation et la répression du délit difficiles. C'est un des gros reproches que l'on peut faire à la loi sur les fraudes et que nous étudierons quand nous passerons en revue les avantages et les inconvénients de l'expertise contradictoire.

Mais, est-ce là une raison suffisante pour supprimer les garanties réservées à la défense? La plupart des tribunaux, appelés à statuer sur la question, ont adopté la manière de voir de la Cour de Cassation. Ils ont dit que la loi de 1905 ne prescrivant pas l'expertise comme mode unique de preuve, dans tous les cas et à l'exclusion des autres modes de preuve du droit commun, ceux-ci devaient être admis; d'autres sont même allés plus loin, et ont décidé que dans certains cas, les prélèvements et l'expertise contradictoire, étant matériellement impossibles, ils n'avaient pu être prévus et imposés par le règlement d'administration publique, contrairement aux intentions du législateur et au but poursuivi par lui (1). Comme nous l'avons dit, cette jurisprudence, qui se justifie sans doute en fait, ne nous semble pas reposer sur des principes juridiques.

La jurisprudence a été amenée à décider d'une façon constante, sauf de très rares exceptions, que les dispositions des articles 5 à 11 du décret du 31 juillet 1906 ne sont pas prescrites à peine de nullité et que les irrégularités commises en cette matière ne peuvent entraîner la nul-

(1) Trib. de Montdidier, 12 août 1908, Gaz Pal 1908. II. 483.

lité que s'il s'agit de l'inobservation des prescriptions substantielles aux droits de la défense (1).

Ainsi, lorsque le nombre des échantillons prélevés est inférieur à quatre, contrairement à l'article 5, il ne peut y avoir cause de nullité que lorsqu'il doit être procédé à une analyse contradictoire ; et si le prévenu, usant de la faculté qui lui est laissée par l'article 18, a déclaré renoncer à l'expertise contradictoire, la procédure est régulière bien que quatre échantillons n'aient pas été prélevés, les autres devant, par la décision du prévenu, rester inutilisés (2).

Il en est de même lorsque, malgré les prescriptions du décret réglementaire, le procès-verbal de prélèvement ne constate pas la date exacte de ce prélèvement et que, contrairement à l'article 10 du même décret, l'envoi des échantillons n'a pas eu lieu au laboratoire dans les 24 heures de leur dépôt à la préfecture, car le droit de la défense n'a pas été lésé, alors, d'une part, qu'il est établi que l'inexactitude de la date s'explique par une erreur matérielle de l'agent verbalisateur et que, d'autre part, il est constant que les échantillons prélevés, placés immédiatement sous scellés, sont bien ceux qui ont été soumis aux experts (3).

La Cour d'Orléans avait, de plus, décidé qu'il importe peu que le prélèvement ait été opéré en l'absence du commerçant intéressé, celui-ci n'ayant pas à être interpellé au sujet d'une fraude dont l'existence n'est pas encore révélée et ne peut l'être que par des analyses ultérieures. Nous ferons remarquer, qu'aux termes de l'article 6, le proprié-

(1) Cass. 40 avril 1908. Gaz Pal. 1908. I. 562.

(2) Cass. 5 juin 1908. Gaz Pal 1908. II. 405. — Cass. 25 juillet 1908, Gaz Pal 1908. II. 323.

(3) C. d'Orléans 1^{er} décemb. 1908. Gaz Pal 1909. I. 41.

taire ou détenteur de la marchandise doit être invité à signer le procès-verbal et que l'on ne comprend pas bien l'exécution de cette formalité s'il n'est pas présent au moment du prélèvement.

Certains tribunaux ont décidé, en sens contraire, que l'inobservation des formalités prescrites par le décret est sanctionnée à peine de nullité (1), et tous sont à peu près d'accord pour décider que la nullité de la poursuite paraît devoir être une conséquence justifiée de l'inobservation des prescriptions et formalités légales, lorsqu'elle porte atteinte aux droits de la défense. Mais en ce cas, le juge du fait doit indiquer en quoi la défense se trouve lésée. C'est ce qu'a fait le jugement du Tribunal de Belfort du 21 février 1908, en relaxant un prévenu pour inobservation de l'article 10 du décret (2). Il est évident, en effet, que si le volant n'a pas été annexé dès l'origine au procès-verbal de prélèvement, rien ne garantit au prévenu que ledit volant n'a pas été envoyé au laboratoire en même temps que le talon, que le nom porté sur ce volant n'a pas été connu du chimiste chargé de l'analyse, divulgation que les formalités prescrites ont précisément pour but d'éviter dans l'intérêt de la défense.

La procédure devrait également être déclarée nulle si l'analyse de l'échantillon prélevé a été faite par un laboratoire qui n'était pas agréé par décision ministérielle, cette infraction étant de nature à préjudicier au prévenu en le privant des garanties qu'aurait pu lui offrir une analyse faite par un laboratoire régulièrement autorisé (3).

(1) Seine 7 décembre 1907. Gaz. Pal. 1908. I. 86.

(2) Belfort, 21 février 1908; Gaz. Pal. 1908. I. 397.

(3) C Paris 1^{er} février 1908; Gaz. Pal. 1908. I. 483.

Une fois que le prévenu a renoncé à l'expertise contradictoire, il ne peut plus se prévaloir de ce que l'expertise aurait été faite par un laboratoire non agréé par l'autorité compétente (1).

Les formalités, prescrites par le décret de 1906, ne sont d'ailleurs imposées qu'aux autorités instituées par l'article 2 dudit décret lorsqu'elles agissent dans un intérêt préventif en dehors de tous soupçons de fraude. A côté de cette procédure spéciale subsiste la procédure ordinaire qui reste applicable lorsqu'il s'agit de constater, à titre répressif, une fraude déjà présumée. Alors, le prélèvement des échantillons n'est assujéti à aucune règle particulière ; il doit seulement avoir lieu de telle sorte qu'il permette, le cas échant, une expertise contradictoire.

Pour appliquer les formalités édictées par les articles 5 à 11, deux conditions sont donc nécessaires. Il faut : 1° qu'il s'agisse d'un prélèvement effectué par l'une des autorités spécifiées à l'article 2 ; 2° que le prélèvement ait été opéré dans les conditions prévues par l'article 4 du même décret. Elles ne sont pas obligatoires à peine de nullité de la poursuite, lorsque la preuve du délit résulte des autres modes de preuve admis par la loi et qu'il s'agit, non pas de rechercher le délit, mais de préciser les circonstances dans lesquelles a été commis un délit déjà révélé par des présomptions suffisantes (2).

En effet, si le législateur a édicté des mesures très rigoureuses pour les prélèvements d'échantillons quand il s'agit de rechercher si une infraction a pu être commise, parce qu'en ce cas on se trouve en dehors des prévisions

(1) Cass. 24 avril 1909. Gaz. Pal. 1909, 11 juin.

(2) Cass. 28 février 1908. Gaz. Pal. 1908. I. 365.

ordinaires de la loi criminelle, qui n'admet d'investigations chez les particuliers qu'autant qu'il existe déjà des indices qu'un crime ou un délit a été commis, la loi générale et les règles du code d'instruction criminelle reprennent leur empire dès qu'on se trouve en présence d'une véritable présomption de crime ou de délit.

Voici brièvement exposée la jurisprudence en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement des prélèvements.

Nous ajouterons également que lorsque les agents des Contributions Indirectes relèvent une contravention fiscale, ils n'ont pas à se conformer aux prescriptions du décret de 1906 et, il en est de même, par application de l'article 23 du même décret, lorsque la contravention relevée par ces agents constitue en même temps une infraction à la loi du 1^{er} août 1905 (1).

(1) Seine, 30 mai 1908. Cass., 26 novembre 1908.

CHAPITRE IV

Fonctionnement de l'Expertise contradictoire en matière de fraudes alimentaires.

Analyse du laboratoire administratif.

Une fois les prélèvements effectués par les agents énumérés dans l'article 2 du décret de 1906, les quatre échantillons sont, dans les vingt-quatre heures, envoyés par l'agent verbalisateur à la préfecture du département où le prélèvement a été effectué, et à Paris ou dans le ressort de la Préfecture de police, au Préfet de police. Le procès-verbal est joint à cet envoi qui peut, dans certains cas, être adressé aux sous-préfectures ou à tout autre service administratif.

Aussitôt reçu à la préfecture, le dépôt est enregistré ; le numéro d'entrée est inscrit sur les deux parties de l'étiquette que porte chaque échantillon et, dans les vingt-quatre heures, l'un de ceux-ci est transmis au laboratoire dans le ressort duquel le prélèvement a été effectué. Par exception, il est fait envoi des quatre échantillons lorsque

la nature des denrées ou produits exige des mesures spéciales de conservation. Dans tous les cas et sans aucune exception, les volants sont détachés et annexés au procès-verbal et seuls les talons suivent les échantillons au laboratoire.

Par suite de ces mesures, le chimiste qui procède à l'analyse ignore les nom et qualité de la personne propriétaire des denrées soumises à son examen, et il donne ainsi des conclusions qui ne peuvent être suspectées d'aucune partialité.

Les laboratoires chargés de cette première analyse ne peuvent procéder que par des méthodes décrites en détail par des arrêtés pris de concert entre le Ministre de l'Agriculture et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, après avis de la Commission permanente. Le rôle de ces laboratoires consiste en quelque sorte à faire une sélection entre les produits soumis à leur examen ; c'est ce qui leur a valu le nom de laboratoires de triage.

L'examen qui leur est demandé n'a pas le caractère d'une véritable expertise et leur appréciation ne constitue qu'une indication, une présomption. Il est permis aux directeurs de ces laboratoires d'apporter une grande sévérité dans leurs jugements, puisque seules, leurs conclusions peuvent permettre d'incriminer un échantillon, mais que cependant leurs appréciations ne sont pas suffisantes pour entraîner une condamnation, le prévenu ayant la garantie de l'expertise contradictoire.

Ils ne doivent cependant pas s'engager trop loin dans cette voie, car il peut arriver, comme nous le verrons plus loin, que leurs conclusions n'ayant pas été contestées, des poursuites soient engagées par voie de citation directe, et, dans ce cas, le jugement du Tribunal saisi pourra reposer presque exclusivement sur le résultat de leurs examens.

Ils doivent signaler aux Préfets non seulement les échantillons certainement falsifiés, mais même ceux qui leur paraissent seulement suspects.

Leur rapport doit être fait dans les huit jours de la réception de l'échantillon qui leur a été adressé ; il contient les résultats de l'examen et des analyses auxquels l'échantillon a donné lieu et il est adressé au Préfet.

Si ce rapport ne révèle aucune infraction à la loi du 1^{er} août 1903, le Préfet en avise immédiatement l'intéressé, et, si le remboursement des échantillons est demandé, il s'opère conformément aux prescriptions de l'article 14 du décret de 1906.

Si, au contraire, le rapport du laboratoire signale une infraction, le Préfet le transmet sans délai au Procureur de la République. Il y joint le procès-verbal de prélèvement et les trois échantillons réservés. En même temps, s'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, il en donne avis au Directeur des Contributions Indirectes du Département.

Rôle du Procureur de la République.

Le Procureur de la République, ainsi saisi, n'est pas tenu, par cela même, d'exercer des poursuites, car cette façon de procéder serait, dans certains cas, quelque peu rigoureuse et injuste ; il conserve toute sa liberté d'action pour donner au procès-verbal la suite qu'il paraît devoir comporter ; il peut, dès ce moment, le classer immédiatement, exercer des poursuites ou compléter l'enquête.

C'est cette dernière solution que recommande M. le Garde des Sceaux dans ses instructions du 29 septembre 1908, concertées avec M. le Ministre de l'Agriculture :

« Il (le Procureur de la République) lui incombe, avant de mettre l'action publique en mouvement, de procéder à un examen personnel, en la forme et au fond, tant du procès-verbal de prélèvement d'échantillons que du rapport du laboratoire. Il commence par s'assurer que le procès-verbal est régulier et que les opérations qui y sont relatées ont été effectuées dans les conditions prescrites par la loi et le règlement d'administration publique. Il recherche ensuite si les analyses ont été pratiquées conformément aux dispositions réglementaires et si les conclusions du laboratoire sont suffisamment formelles et précises pour servir de base à des poursuites. Au cas où le rapport lui paraît présenter des obscurités, des incertitudes ou des lacunes, il est libre de réclamer un complément de rapport destiné à lui fournir les explications dont il a besoin ; mais il ne doit pas oublier que les analyses confiées aux laboratoires de triage n'ont qu'un caractère indicatif et ne constituent pas une véritable expertise. Il a donc à s'entourer de tous renseignements complémentaires susceptibles de confirmer ou d'infirmer le soupçon de fraude que l'examen sommaire, auquel le laboratoire administratif s'est livré, a fait naître ; il s'enquerra, notamment, de l'origine du produit, car en certains cas, elle sera susceptible d'expliquer, par des causes naturelles, la composition d'un échantillon qui a été dénoncée comme anormale. Le Procureur de la République peut en outre interroger la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré et l'inviter à lui fournir ses justifications ».

Si des renseignements ainsi recueillis, il résulte que la responsabilité de la falsification paraît remonter au fournisseur, le magistrat du Parquet peut inviter le service compétent à opérer, sans retard, des prélèvements de comparaison, à la gare ou dans les magasins, boutiques,

etc... du vendeur ; ces prélèvements seront souvent très utiles, dans la suite, pour l'information.

Après avoir ainsi vérifié les pièces qui lui ont été transmises et procédé à une enquête attentive, si le Procureur de la République estime que les conditions de forme et de fond nécessaires pour poursuivre ne sont pas remplies, il classe l'affaire ; dans le cas contraire, il exerce des poursuites.

Aussitôt qu'il a pris cette dernière détermination, il informe l'auteur présumé du délit qu'il est l'objet d'une poursuite ; il l'avise qu'il peut prendre communication au greffe, ou dans tout autre endroit désigné par lui, du rapport du directeur du laboratoire, et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire prévue à l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905.

Les Parquets font généralement cette communication à l'intéressé par l'intermédiaire des maires ou des commissaires de police ; ils lui font, en même temps, donner connaissance du rapport du laboratoire et se font délivrer un récépissé de la communication, signé de l'intéressé et daté, afin de fixer le moment à partir duquel commencera à courir le délai de trois jours déterminé par l'article 17 du décret.

Le droit de prendre communication du rapport doit comporter, évidemment, suivant le principe admis en pareille matière, le droit de prendre copie de ce rapport que l'inculpé peut avoir intérêt à examiner, à étudier, à soumettre même à l'examen de gens compétents, avant de faire connaître s'il réclame une expertise contradictoire.

En fixant à l'auteur présumé de la fraude un délai de trois jours francs pour dire s'il réclame l'expertise contra-

dictoire, l'article 17 ne lui impose pas en même temps l'obligation de désigner son expert dans le même délai (1).

En effet, il n'est fait, dans cet article, aucune allusion à la désignation de l'expert et c'est l'article 18 qui nous indique à quel moment elle doit se faire : « S'il y a lieu à expertise, il est procédé à la nomination de deux experts, l'un désigné par le Juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte. » On ne saurait énoncer plus nettement, que c'est seulement lorsque l'information est ouverte et lorsqu'il est interpellé sur ce point par le Juge d'instruction, que l'inculpé est obligé de désigner un expert. Cette prescription est raisonnable, car le délai imparti à l'inculpé pour réclamer l'expertise contradictoire étant très bref, il serait difficile et parfois impossible à celui-ci, qui peut n'avoir pas sous les yeux la liste des experts, ou bien être embarrassé pour fixer son choix, de désigner un chimiste, dans un temps si court.

Il en était différemment dans le projet de loi voté en 1899, où le délai de trois jours était bien imparti à l'inculpé pour faire choix de son expert.

Nous allons même plus loin et nous croyons que le délai de trois jours francs, même en ce qui concerne le droit de réclamer l'expertise contradictoire, n'est pas fatal et que l'inculpé, qui a négligé de faire connaître en temps voulu sa réponse au Parquet, conserve la faculté de demander cette expertise, soit au cours d'une information, soit devant le Tribunal correctionnel qui peut même la prescrire d'office pour éclairer plus sûrement sa religion (2).

Pour la marche régulière des enquêtes et des procédures,

(1) Seine, 6 novembre 1907. *Pandectes Fr.* 490^r. II. 358.

(2) Belfort, 21 février 1908. *Gaz. Pal.* 1 0^r; II; 281.

l'auteur présumé de la fraude devait être mis en demeure de se prononcer, dans un temps assez court, sur le point de savoir s'il demandait l'expertise contradictoire ; mais il serait excessif de sanctionner cette prescription par une déchéance rigoureuse et de retirer à l'inculpé une garantie à laquelle la loi attache une si grande importance.

La fixation de ce délai n'était pourtant pas inutile, car dans bien des cas, l'inculpé aura à subir les conséquences de sa négligence ou de sa mauvaise volonté. Ainsi, en premier lieu, le Procureur de la République sera fondé à considérer son silence comme une adhésion par lui donnée aux résultats de l'analyse du laboratoire et il le poursuivra directement devant le Tribunal correctionnel. Le prévenu sera ainsi privé du bénéfice de l'information préalable qui lui aurait donné, peut-être, plus de facilités pour faire valoir ses moyens de défense et procéder à des investigations utiles, quelquefois urgentes. En second lieu, si, par la faute de l'inculpé, l'expertise contradictoire est devenue impossible, au moment où l'affaire est soumise au Tribunal ou bien au cours de l'information, ou si cette expertise ne peut plus se faire dans les conditions prévues par le décret, le Tribunal reprendra sa liberté d'appréciation et ne sera plus lié par les règles tracées par l'article 12 de la loi et les dispositions du décret ; il appuiera régulièrement une condamnation, par exemple sur le seul rapport du laboratoire ou sur les autres éléments de la procédure (1).

Si l'inculpé reconnaît sa culpabilité ou s'il ne réclame pas l'expertise contradictoire, ce qui implique qu'il tient pour exactes et fondées les conclusions du rapport du laboratoire, le Procureur de la République peut l'assigner

(1) Note de M. Chesney Pand Fr. 1907, II, 35.

directement devant le Tribunal correctionnel sans recourir préalablement à une instruction (1). La loi de 1905 n'exige pas en effet, que les poursuites pour infraction à cette loi débutent nécessairement par une instruction et elle n'a pas supprimé le droit de citation directe du ministère public (2).

Sens du mot expertise contradictoire.

Dans le cas où l'inculpé réclamerait l'expertise contradictoire, l'ouverture d'une instruction devra toujours être requise par le Procureur de la République ; d'après l'article 18 du décret de 1906 c'est, en effet, au Juge d'instruction seul qu'il appartient de désigner l'un des experts, l'autre expert étant désigné par l'inculpé. L'expertise est, d'ailleurs, un acte d'instruction que le Procureur de la République ne peut ordonner qu'en cas de flagrant délit.

Avant d'examiner la façon de procéder dans cette expertise contradictoire, il faut d'abord établir, d'une façon nette et précise, quel est le sens de cette expression.

Nous ne pouvons mieux faire à cet égard que de reproduire les termes dont se servait M. Cruppi, auteur de la proposition de loi votée le 30 juin 1899, pour définir l'expertise contradictoire : « Le mot — expertise contradictoire — disait-il, au sens ordinaire de cette expression dans le langage du droit, veut dire que les deux parties sont entendues, qu'elles ont chacune fait une désignation d'expert. Voilà ce que nous avons voulu dire et ce que nous entendons par le mot contradictoire. Et alors, voici le point

(1) Circulaire de la Chancellerie du 29 septembre 1908.

(2) Seine 5 janvier 1907. *Gazette des Tribunaux* 1907, II, 79.

central de la réforme proposée, son essence, ce en quoi consiste à vrai dire toute notre réforme : désormais, en France, au lieu de l'unique expert officiel, il y aura l'expert désigné par le juge ou par la juridiction de répression et l'expert désigné par l'accusé, qui auront des droits égaux, des devoirs égaux. Ils collaboreront, ils feront un rapport commun, après une discussion à laquelle chacun aura pris part, sur un pied de parfaite et complète égalité.... Vous le remarquerez, cette règle nouvelle est d'autant plus importante que, dans notre pays comme dans tous les pays du monde, la collaboration du juge scientifique, de l'expert, aux sentences humaines, devient un fait de plus en plus fréquent et de plus en plus considérable. Tel est le principe de la réforme ; telle est, esquissée en peu de mots, l'organisation de l'expertise contradictoire ».

Cette définition peut, sans aucun doute, s'appliquer à l'expertise qui nous occupe, avec cette différence toutefois, que pour les fraudes, il est déposé un rapport par chacun des experts ; mais, ainsi que nous le verrons quand nous étudierons la façon de procéder des experts, leurs rapports ne sont déposés qu'après qu'il y a eu communication et discussion entre eux des résultats de leurs travaux.

La contradiction dans l'expertise aurait pu s'établir d'une autre façon ; on aurait pu concevoir une expertise faite par un expert désigné par le juge d'instruction, lequel expert aurait invité l'inculpé à assister à ses opérations, soit seul, soit avec l'assistance d'un chimiste de son choix, à fournir des renseignements, à formuler des observations ; mais cette méthode se serait plutôt rapprochée de ce que nous avons critiqué plus haut sous le nom d'expertise surveillée.

Avec qui doit s'établir l'expertise contradictoire.

Est-il nécessaire de poser une inculpation.

En raison de l'extrême mobilité des produits dans le milieu économique moderne, la découverte d'une marchandise falsifiée intéresse souvent un grand nombre de négociants, parmi lesquels il n'est jamais facile de distinguer, au premier abord, les vrais coupables. Différentes questions se posent donc immédiatement à l'esprit : le Procureur de la République, lorsqu'il exerce des poursuites par voie d'instruction, est-il tenu d'inculper une personne déterminée et avec qui doit s'établir l'expertise contradictoire ? L'expertise, faite contradictoirement avec l'auteur présumé de la fraude, est-elle opposable aux inculpés ultérieurement mis en cause et, notamment, quel est le cas du fournisseur si des prélèvements de comparaison ont été opérés chez lui ? Examinons successivement ces différentes hypothèses.

L'article 18 répond lui-même, d'une façon formelle, à la première question. S'il y a lieu à expertise, dit-il, l'un des experts est nommé par le juge d'instruction, « l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte ». Ceci veut dire, à n'en pas douter, que l'expertise contradictoire implique, non seulement l'ouverture d'une information, mais encore une inculpation visant une personne déterminée avec laquelle s'établira la contradiction dans l'expertise. Or, le juge d'instruction, lorsqu'il sera saisi d'une affaire de fraudes, sera le plus souvent obligé de recourir à l'expertise pour confirmer d'une façon certaine l'analyse du laboratoire de triage qui, comme nous l'avons dit, ne vaut qu'à titre d'indication. Seule, cette expertise pourra établir indubitablement s'il y a délit ou non. Le juge d'ins-

truction se trouvera donc dans la nécessité absolue, au cas où l'information n'aurait pas été requise contre une personne déterminée, d'inculper lui-même le commerçant chez lequel les échantillons auront été prélevés, ou toute autre personne soupçonnée d'être l'auteur de la fraude présumée existante.

Différents systèmes ont été proposés pour remédier à cet inconvénient. Certains, avec M. Fleurent, député, avaient proposé de modifier, ainsi qu'il suit, le décret de 1906 : « Art. 17. Le Procureur de la République informe le juge d'instruction qu'un produit suspect lui a été signalé. Le juge d'instruction désigne alors, pour examiner le produit et lui fournir un rapport circonstancié, un expert choisi sur les listes spéciales de chimistes experts dressées dans chaque ressort par les Cours d'appel ou les Tribunaux. Art. 18. Si le rapport conclut à une infraction à la loi du 1^{er} août 1905, le Procureur de la République informe l'auteur présumé de la fraude qu'il est l'objet d'une poursuite, et qu'un délai de trois jours lui est imparti pour prendre communication du rapport de l'expert et faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire. Si cette expertise est réclamée, l'intéressé désigne un expert. » (1)

Cette modification du décret de 1906 ne donnerait pas, à notre avis, des résultats beaucoup plus satisfaisants ; de plus, elle est en opposition avec les principes généraux et habituels de notre droit criminel. En effet, lorsqu'une affaire est entre les mains du juge d'instruction, le Procureur de la République se trouve, par le seul fait de son réquisitoire, entièrement dessaisi ; aussi, on ne s'explique pas

(1) Séance de la Chambre des députés du 18 novembre 1907. *Journal Officiel* du 19 novembre 1907. Débats parlementaires.

comment il pourrait intervenir dans la procédure pour interpellier l'intéressé sur le point de savoir s'il réclame l'expertise contradictoire.

M. le Ministre de l'Agriculture faisait en outre, à M. Fleurent, une objection beaucoup plus grave, lorsqu'il lui disait : « Les experts, celui du juge d'instruction et celui de l'inculpé, doivent, suivant la pensée des auteurs du décret de 1906, travailler ensemble, collaborer à la même œuvre, faire un rapport commun après une discussion contradictoire, c'est-à-dire une discussion à laquelle chacun aura pris part sur un pied de parfaite et de complète égalité » (1). Or, adopter le système de M. Fleurent, serait ne pas se conformer aux vœux du législateur, puisque les expertises auraient lieu successivement sans qu'il n'y ait aucun point de contact entre l'expert du juge et celui de la partie.

D'autres, allant plus profondément encore dans la voie des dérogations au droit commun, demandent qu'en matière de fraudes, l'expertise, prolongement de l'analyse du laboratoire, soit ordonnée par le Préfet, de telle sorte que le Parquet ne soit saisi qu'après constatation certaine, indiscutable, d'un fait délictueux ; l'autorité judiciaire n'aurait plus à rechercher l'existence du délit, mais seulement l'auteur responsable de ce délit.

Ce système se trouve développé dans un rapport, élaboré en avril 1908, par M. Louis Cornu, secrétaire général de l'Association nationale de la Meunerie française et qui était ainsi conçu : « Ce n'est qu'après l'expertise contradictoire et la tierce expertise, si elle était rendue nécessaire, que

(1) Séances de la Chambre des députés des 18 novembre 1907 et 28 février 1908. *Offi.* des 19 novembre 1907 et 28 février 1908.

le Préfet adresserait le dossier au Procureur de la République, qui rendrait une ordonnance de non-lieu ou poursuivrait d'après les résultats de l'analyse contradictoire. Ainsi, on éviterait tout froissement et l'on ne risquerait pas d'inculper un homme, qui peut être victime d'une erreur et être atteint moralement et matériellement, par le seul fait d'être appelé au Parquet, sous une accusation que le non-lieu, après citation, ne parvient pas à faire oublier dans l'esprit du public ».

Cette façon de procéder accorderait à l'administration des pouvoirs encore plus exorbitants que ceux qui lui sont déjà actuellement concédés, et cela serait faire aux Préfets une extension considérable d'attributions, difficilement conciliable avec le principe de la séparation des pouvoirs ; il nous semble déjà regrettable que l'administration ait empiété sur le rôle des magistrats en étant chargée, dans une matière pénale, de rechercher les infractions à la loi.

MM. Monier, Chesney et Roux, proposaient un autre moyen de supprimer cette anomalie de l'inculpation d'une personne déterminée : c'était de disposer que les experts seraient désignés, l'un par le juge d'instruction, l'autre « par l'auteur présumé de la fraude, suivant l'expression de l'article 17 » ou même, pour éviter d'établir prématurément un préjugé à l'égard de qui que ce soit, « par celui qui était possesseur ou détenteur de la marchandise au moment des prélèvements d'échantillons, ou par l'expéditeur, si les prélèvements avaient été faits en cours de route » ou encore, pour donner plus de latitude au juge d'instruction, « par le principal intéressé ». Ils reconnaissaient que cette façon de procéder ne serait pas conforme aux principes de notre instruction criminelle, mais disaient qu'elle ne serait, en tous cas, pas illogique, surtout dans une matière spéciale.

L'expertise faite contradictoirement avec l'auteur présumé de la fraude est-elle opposable aux inculpés ultérieurement mis en cause.

De l'étude que nous venons de faire, il résulte qu'en matière de fraudes, lorsqu'une information est ouverte, il y a forcément inculpation d'une personne déterminée pour permettre de procéder à l'expertise contradictoire prévue par la loi.

Suivons maintenant, dans le même ordre d'idées, la marche de cette information et recherchons si l'expertise contradictoirement faite avec l'auteur présumé de la fraude, est opposable aux inculpés ultérieurement mis en cause ; nous examinerons ensuite quelle est la situation du fournisseur, notamment dans le cas où des prélèvements de comparaison auraient été opérés chez lui, et ce n'est qu'après avoir essayé d'élucider ces différents problèmes, que nous passerons à l'examen détaillé du fonctionnement de l'expertise contradictoire.

Les articles 17 et 18 du décret avaient prévu l'hypothèse la plus simple, celle où un seul inculpé était en cause et où l'expertise était faite contradictoirement avec lui ; mais les affaires de fraudes peuvent se présenter dans des conditions beaucoup plus délicates et plus complexes.

D'abord, le commerçant, chez qui des prélèvements ont été opérés, peut être de la plus entière bonne foi. Il sait, par lui-même, qu'il ne s'est livré, sur le produit qu'il met en vente, à aucune manœuvre frauduleuse ; de plus, depuis des années qu'il se fournit à la même maison, jamais ses clients ne lui ont fait de reproches sur la qualité de sa marchandise, et il a donc tout lieu de croire qu'ils en sont

satisfaits et que par conséquent elle possède les qualités essentielles que laisse supposer le nom sous lequel il la vend ; il croit, d'ailleurs, son fournisseur incapable de lui avoir livré des denrées falsifiées. Aussi, lorsqu'à la suite des prélèvements qui ont été opérés chez lui, il est averti par le Procureur de la République que les échantillons sont suspectés de fraude, il peut penser qu'il y a eu erreur de la part des laboratoires de triage et, au lieu de décliner toute responsabilité, il se contente de réclamer l'expertise contradictoire.

L'information est donc ouverte contre lui et l'expertise ordonnée. Il peut renoncer au bénéfice que la loi lui accorde de désigner un expert et s'en rapporter au juge d'instruction, ou, au contraire, il peut désigner l'homme de l'art auquel il donne le soin d'examiner, pour son compte, le produit incriminé. C'est cette hypothèse qui nous intéresse.

Dans ce cas, si les deux experts ne tombent pas d'accord, il y a lieu à une tierce expertise et il en résulte que tous les échantillons prélevés ont été remis aux experts et qu'il n'en reste plus un seul.

Supposons maintenant que le rapport définitif des experts déclare que la marchandise est falsifiée. En présence de ce résultat inattendu, le marchand au détail, que nous avons supposé être l'auteur présumé de la fraude, se défend d'être l'auteur de la falsification et, quittant la réserve qu'il avait observée au début, affirme qu'elle ne peut être que le fait de son fournisseur. Cette explication paraissant plausible, d'après les circonstances de la cause, le juge d'instruction inculpe le fournisseur. Celui-ci proteste alors contre l'analyse précédemment faite sans lui et réclame à son tour une expertise contradictoire.

Mais, comme nous l'avons dit, tous les échantillons sont épuisés et il ne reste plus matière à une nouvelle expertise. Le fournisseur peut-il, alors, invoquer cette circonstance et l'impossibilité de procéder à une nouvelle expertise, pour demander sa mise hors de cause et, suivant l'état de la procédure, une ordonnance de non-lieu en sa faveur ou son acquittement ? Nous ne le pensons pas, du moins aux termes de la loi.

En effet, qu'exigeait celle-ci ? Que l'expertise fut contradictoire avec l'auteur présumé de la fraude, et qu'elle fut faite avec l'expert de la personne contre laquelle l'instruction était ouverte. Or, dans le cas que nous venons d'envisager, ces prescriptions ont été suivies par le juge d'instruction d'une façon rigoureuse.

Le législateur a surtout désiré que l'analyse des denrées paraissant falsifiées ne soit pas confiée à un expert unique, nommé par le juge d'instruction, en dehors de l'auteur présumé de la fraude ; ses désirs ont été en tous points suivis dans la procédure que nous venons d'examiner et l'expertise, faite dans les conditions que nous avons envisagées, offre, à l'égard de tous, les garanties d'exactitude et d'impartialité que l'on pouvait raisonnablement demander.

On ne saurait donc soutenir que, dans ces conditions, le négociant en gros, le producteur, puisse se soustraire à la responsabilité qui pèse sur lui, en réclamant une mesure inutile, souvent même impossible, que le législateur n'a pas prévue. Ce raisonnement et cette solution ont été adoptés par de nombreux auteurs et, notamment, par MM. Monier, Chesney et Roux.

Leurs arguments paraissent, sans doute, conformes au texte de la loi et celle-ci, telle qu'elle est appliquée par

suite du décret, rendrait souvent impossible une solution contraire. Mais nous ne sommes pas certain qu'ils répondent entièrement au vœu du législateur. Les dispositions de la loi du 1^{er} août 1905 sont, en effet, absolues, et l'article 12 porte que : « toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi seront contradictoires » ; dès lors, quand l'instruction établit que l'auteur présumé de la fraude n'est pas la personne primitivement inculpée, chez laquelle les premiers prélèvements ont été opérés, et que la responsabilité pénale du délit doit peser sur un tiers, est-il légal de priver ce tiers des garanties réservées par la loi de 1905 et de lui imposer les résultats d'une expertise non contradictoire à son égard, comme si l'inculpé originaire avait reçu de lui mandat pour le représenter à la première expertise ? Nous ne le croyons pas et, dans notre conclusion, tout en conservant le principe d'une expertise contradictoire, nous proposerons un système qui permettrait de trancher cette difficulté.

La jurisprudence a eu souvent à statuer sur cette question. Le Tribunal de la Seine, dans ses jugements des 14 janvier et 31 juillet 1909, a admis que l'expertise, faite contrairement avec le premier inculpé, l'auteur présumé de la fraude, était opposable, dans tous les cas, à ceux qui étaient ultérieurement mis en cause.

La Cour d'Appel de Paris, par un arrêt en date du 6 janvier 1910 (1), a posé un principe contraire, déclarant que nul ne peut être condamné sur les conclusions d'une expertise aux opérations de laquelle il n'a pas été en mesure de se faire représenter, mais, établissant une distinction, entre le cas où le nom du fournisseur n'est révélé aux ma-

(1) Annales des falsifications, février 1910, p. 54.

gistrats poursuivants qu'après que l'expertise a été faite contradictoirement avec le marchand en détail, et celui où le fournisseur, a qui pourrait incomber la responsabilité du délit, est désigné au juge d'instruction avant l'expertise.

Dans la première hypothèse elle admet, « à la rigueur », que l'expertise peut s'opposer au fournisseur ; au contraire, lorsque le nom de celui-ci a été révélé aux agents verbalisateurs, au cours de la procédure administrative, ou au magistrat instructeur, au début de l'information, la Cour de Paris déclare que l'expertise, faite contradictoirement avec le marchand en détail, mais à laquelle le fournisseur est resté étranger, est sans aucune valeur à l'égard de celui-ci. Cette solution, de l'avis de M. Chesney, n'est ni juridique ni pratique. La Cour de Paris, selon lui, s'est montrée plus rigoureuse que la loi de 1905 et le décret de 1906 qui donne à l'auteur présumé de la fraude le droit de demander l'expertise contradictoire et qui dit que c'est la personne, contre laquelle l'instruction est ouverte, qui a qualité pour nommer l'un des deux experts ; or, dans l'arrêt que nous examinons, le juge d'instruction, ayant interrogé l'inculpé contre qui l'information était expressément ouverte, et l'ayant invité à désigner un expert en vue de l'expertise contradictoire qu'il avait réclamée au cours de l'enquête, avait suivi scrupuleusement les prescriptions du règlement et de la loi. Selon M. Chesney, en effet, le législateur, en instituant l'expertise contradictoire, s'était proposé de donner une garantie nouvelle à la défense et avait voulu que l'opération importante, et souvent délicate de l'analyse des denrées alimentaires, ne fut pas confiée à un expert ou à des experts nommés par le juge d'instruction seul, en dehors de l'auteur présumé de la fraude ; ce but est atteint lorsque l'un des experts a été désigné par

l'un des inculpés, car l'expertise offre alors toutes les garanties d'exactitude, de contrôle et d'impartialité qu'on pouvait raisonnablement exiger.

Selon nous, la Cour de Paris a, il est vrai, décidé d'une façon contraire aux termes du décret de 1906 ; mais ce décret est-il bien conforme au vœu de la loi de 1903 ? Nous ne saurions l'affirmer ; en tous cas, nous répétons qu'en organisant d'une autre façon l'expertise contradictoire et en établissant seulement la contradiction par la discussion entre les experts, on aurait évité toutes ces incertitudes.

La question de la mise en cause du fournisseur a souvent préoccupé le législateur depuis la promulgation du décret de 1906. M. Cazeneuve, en particulier, qui introduisit dans le texte de 1903 le principe de l'expertise contradictoire, est l'auteur d'une proposition de loi déposée le 27 décembre 1907 sur le bureau de la Chambre et qui est ainsi conçue :

Art. unique. — L'article 12 de la loi du 1^{er} août 1903 est complété ainsi qu'il suit : « Quand un laboratoire, officiellement agréé et fonctionnant conformément aux articles 12 et suivants du décret du 31 juillet 1906, déclare une marchandise fraudée, les formalités suivantes sont accomplies : 1^o Le Procureur de la République informe l'auteur présumé de la fraude qu'il est l'objet d'une poursuite. Il l'avise : a) qu'il doit prendre communication du rapport du directeur du laboratoire dans les 48 heures ; b) qu'un délai de 24 heures lui est en outre accordé pour faire connaître s'il rend son fournisseur responsable de la marchandise incriminée ; c) qu'à défaut d'user de cette prérogative, un délai de trois jours, au plus, lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire et, dans l'affirmative, pour désigner son contre-expert ; 2^o Si son four-

nisseur est mis en cause par l'auteur présumé de la fraude, simple intermédiaire ou livreur, le Procureur de la République met l'affaire à l'instruction. Le juge d'instruction désigne, par commission rogatoire, un des agents chargés d'inspection et prévus à l'article 2 du décret du 31 juillet 1906 qui se met d'accord, avec l'intermédiaire, pour prélever, conformément aux articles 8 et suivants dudit décret, des échantillons de la marchandise suspecte, soit chez le fournisseur, soit chez le producteur lui-même si le fournisseur le réclame, soit en cours de route, soit sur les lieux d'expédition ou de réception, dans toutes conditions propices à appuyer le caractère d'authenticité et partout où il peut être retenu.

L'analyse des échantillons ainsi saisis est effectuée par le même laboratoire qui a analysé le premier échantillon pris chez l'intermédiaire. En cas d'identité prouvée à l'analyse des deux échantillons, l'intermédiaire de bonne foi est mis hors cause.

3° S'il y a lieu à expertise contradictoire, il est procédé à la nomination de deux experts, l'un désigné par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte, et cela dans le délai prévu au paragraphe deux ci-dessus. Celle-ci, toutefois, a le droit de renoncer à cette désignation et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Les experts sont choisis, soit sur les listes spéciales des chimistes experts dressées dans tous les ressorts par les Tribunaux civils et les Cours d'appel, soit parmi les membres qualifiés de l'enseignement supérieur appartenant aux établissements de l'Etat, ou encore parmi les directeurs des laboratoires créés par les chambres syndicales du commerce, de l'industrie et de l'agriculture.

L'auteur présumé de la fraude, au cas où l'expertise contradictoire aura prouvé son innocence, sera exonéré de tous frais d'expertise.

4° Les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées ».

Cette proposition est certainement inspirée d'un large esprit de justice ; elle s'efforce de permettre au commerçant détaillant de se dégager d'une responsabilité qu'il n'a pas encourue, en la rejetant sur son fournisseur ou sur le producteur. Elle a reçu le meilleur accueil auprès de la plupart des Chambres de commerce, mais jusqu'à présent, elle n'a pas eu de suite et son adoption ne se ferait pas sans quelques difficultés.

M. le Garde des Sceaux, lui aussi, s'est préoccupé de la question et beaucoup de difficultés se sont trouvées aplanies, à cet égard, depuis la circulaire du 29 septembre 1908 que nous étudierons lorsque nous nous occuperons des prélèvements ordonnés par le juge d'instruction au cours de l'information.

Auparavant, M. le Ministre de l'Agriculture avait déjà fait parvenir aux Préfets, par circulaire du 5 juillet 1908, des instructions dont nous détachons les passages suivants : « En raison de l'intérêt que présentent les prélèvements de comparaison (qui ne doivent pas être confondus avec des actes d'instruction proprement dits), je ne saurais trop vous recommander d'y faire procéder d'office, chaque fois que la chose sera possible. Dans ce cas, il est indispensable de signaler au laboratoire quels sont les échantillons à comparer, ainsi que les conditions dans lesquelles ils ont été prélevés, en indiquant, par exemple, qu'ils proviennent de deux établissements différents (celui du détaillant et celui du fournisseur), ou du même établissement (un échantillon

prélevé en cours de débit au comptoir ; un autre échantillon prélevé sur ce qui reste dans le fût). Des renseignements précis à cet égard, donnent au directeur du laboratoire la possibilité de reconnaître par comparaison la fraude avec certitude. Ils permettent, en outre, de discerner ultérieurement à qui incombe la responsabilité du délit commis ».

La poursuite peut aussi être exercée et l'information ouverte, non contre une seule personne, mais contre plusieurs inculpés, co-auteurs (des associés par exemple) ou auteurs principaux et complices. Dans ce cas, à qui appartiendra le droit de désigner un expert pour procéder à l'analyse contradictoire avec l'expert désigné par le juge d'instruction ?

Si les différents inculpés tombent d'accord et désignent tous la même personne, aucune difficulté, l'homme de l'art ainsi choisi, ayant reçu mandat de chacun des prévenus, de le représenter. Mais il peut se faire que ceux-ci n'arrivent pas à un commun accord et que chacun fasse choix d'un chimiste différent. En ont-ils le droit et devra-t-on leur donner satisfaction ? Non, à notre avis, car la loi n'a prévu que la désignation de trois experts au maximum, l'un pour la défense, l'autre pour le magistrat instructeur et le troisième pour les départager le cas échéant. Elle n'a fait aucune différence entre le cas où il y aurait un seul inculpé et celui où il y en aurait plusieurs.

Le juge d'instruction va alors se trouver dans une situation embarrassante, ne sachant lequel des différents experts choisis par les prévenus il devra commettre à l'effet de procéder à l'analyse. Aucun article du décret ne peut lui donner une indication sur la conduite qu'il devra suivre. MM. Monier, Chesney et Roux sont d'avis que l'expert commis soit celui désigné par l'inculpé interrogé le pre-

mier. Nous trouvons préférable de laisser au hasard la désignation de cet expert, qui serait tiré au sort parmi ceux désignés par les différents inculpés. Il serait certes désirable et nécessaire qu'un nouveau décret vienne solutionner cette question, qui ne pourrait se poser dans le système que nous préconisons.

Nomination des Experts.

Reprenons maintenant les différentes phases de l'information et, pour plus de simplicité, n'envisageons que le cas où un seul inculpé est en cause.

L'expertise contradictoire a été demandée ; le juge d'instruction doit donc commettre un expert et, de son côté, le prévenu en désigner un également. Comment va se faire le choix des experts ? Le juge d'instruction indiquera le premier le nom de son expert, car l'inculpé, aux termes de l'article 18, a la faculté de renoncer à son choix et de s'en rapporter à la désignation faite par le magistrat instructeur.

Cette façon de procéder n'est pas prescrite par la loi et rien n'empêcherait le juge d'instruction d'opérer d'une façon contraire et de demander à l'inculpé sur quel expert il désire porter son choix, pour ensuite, seulement, en désigner lui-même un autre. Il arrive d'ailleurs souvent que l'auteur présumé de la fraude, en recevant du Parquet l'avis prescrit par l'article 17, « qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire », désigne son expert dans sa réponse affirmative. Nous trouvons donc préférable que le juge désigne le premier un expert, afin de permettre à

l'inculpé de renoncer ensuite à bon escient au choix du deuxième expert. C'est cette manière de procéder qui est implicitement prescrite par l'article 14 du décret du 6 août 1908, relatif à la répression des fraudes en matière médicamenteuse : « si l'expertise contradictoire est demandée, il est procédé à la nomination de deux experts désignés, l'un par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte. Celle-ci doit, dans la huitaine, faire connaître l'expert qu'elle a choisi. »

La loi de 1905 n'a prévu, dans aucun cas, la nomination de plus de deux experts ; il n'y a donc pas lieu de nous occuper de la discussion qui, à ce sujet, avait été soulevée à la Chambre par M. Lagasse, à la séance du 29 juin 1899. Nous dirons cependant que certains députés avaient, à cette époque, décidé de trancher la question qui pourrait se poser au cas de nomination de plus de deux experts. M. Lagasse, en particulier, émettait l'avis suivant : « Lorsque le Juge d'instruction, le Procureur de la République ou le Tribunal auront pensé qu'il est utile de nommer un expert, immédiatement l'intéressé pourra désigner de son côté un autre expert et, lorsque parfois le Juge d'instruction croira devoir recourir à trois experts, ce qui arrive encore souvent dans les affaires fort délicates, le Juge d'instruction n'en nommera qu'un et ce sera, d'après le contre projet que j'ai l'honneur de déposer, le prévenu qui choisira les deux autres. Cela ne veut pas dire que l'état du prévenu sera amélioré contre la loi ; cela signifie simplement que sa défense sera meilleure et c'est encore la bonne administration de la justice qui en tirera profit... Si le juge d'instruction et l'accusé désirent avoir plusieurs experts, il n'y a pas lieu d'en nommer deux ou trois de chaque côté ; cela ferait trop de frais, puis il y aurait trop d'experts ; il en

faudrait encore un de plus pour les départager, le cas échéant ; je ne suis donc pas de l'avis de M. Cruppi et j'estime que le juge d'instruction pourrait nommer un expert et l'accusé deux ».

Choix de l'expert.

Quelles sont les personnes qui sont susceptibles d'être choisies comme experts ? Deux systèmes peuvent être suivis en pareille matière. L'un que l'on peut appeler le système de la liste ouverte, l'autre le système de la liste fermée.

Cette question a été admirablement étudiée et traitée par M. Dehesdin, dans son ouvrage sur « l'expertise en matière criminelle ». Nous en poserons donc seulement les principes.

Actuellement, en matière correctionnelle, les tribunaux ont toute latitude pour choisir leurs experts et ils peuvent désigner qui bon leur semble. C'est le système de la liste ouverte. Pour les médecins, leur choix est limité, et, aux termes du décret de 1893, il ne peut porter que sur les médecins désignés, chaque année, par la Cour d'appel, sur l'avis des Tribunaux de première instance ; c'est le système de la liste fermée.

Tant que la désignation de l'expert est faite par les magistrats, le système adopté n'a pas grande importance, car on peut toujours compter sur un choix impartial et raisonné ; mais il n'en est plus de même lorsque l'inculpé, lui aussi, a le droit de faire une désignation, et l'on peut redouter de voir se former de véritables corporations d'agents peu scrupuleux qui pourraient, dans les expertises, au lieu de jouer le rôle d'arbitres impartiaux et de

véritables juges scientifiques, assumer avec trop d'ardeur et moyennant finances le rôle d'avocats peu consciencieux.

Le système de la liste fermée a également ses inconvénients. Le nombre des experts désignés est forcément limité et, par suite, des hommes d'une très grande valeur scientifique et d'une capacité professionnelle indéniable peuvent s'en trouver exclus.

Dans le projet de loi de 1899, le législateur avait essayé de remédier à ces inconvénients en adoptant le principe de la liste fermée, mais en y faisant pénétrer des membres de droit comprenant des hommes qui, par leur situation, étaient d'une valeur scientifique incontestable.

Le décret de 1906 a également adopté le système de la liste fermée, mais sans y ajouter de membres de droit : « Les experts sont choisis sur les listes spéciales de chimistes experts dressées dans chaque ressort par les Cours d'Appel ou les Tribunaux Civils ». En s'en tenant à la lettre de ce décret, l'inculpé ne pourrait désigner son expert que sur la liste spéciale dressée annuellement par le Tribunal compétent ; or, ces listes étaient souvent très incomplètes et les inculpés se plaignaient fréquemment, à juste titre, de ne pouvoir choisir un spécialiste qui ne figurerait pas sur le tableau et dont pourtant l'honorabilité sera certaine.

La circulaire du Garde des Sceaux du 29 septembre 1908 a mis fin à cette situation par les prescriptions suivantes : « L'inculpé a toute liberté pour choisir l'un quelconque des experts portés sur les listes spécifiées par l'article 18, mais il n'a pas le droit de désigner un expert en dehors de ces listes. C'est ce qui ressort des termes mêmes dudit article, et cette conclusion s'impose encore avec plus d'évidence si l'on rapproche l'article 18 de l'article 20, aux termes duquel le tiers expert qui, en cas de désaccord des experts, doit

être désigné soit par les experts, soit par le Président du Tribunal civil « peut être choisi en dehors des listes officielles ». Ces deux articles s'opposent l'un à l'autre, mais j'estime que ce qui n'est pas un droit pour l'inculpé peut lui être concédé par le juge d'instruction.

« Il rentre dans les pouvoirs de ce magistrat d'autoriser l'inculpé à choisir son expert en dehors des listes mentionnées à l'article 18.

« Afin d'éviter des frais supplémentaires qui ne seraient pas réellement utiles, il refusera cette autorisation si elle lui est demandée sans motifs sérieux et par simple caprice ; mais il n'hésitera pas à l'accorder toutes les fois qu'elle sera justifiée par la compétence spéciale ou la notoriété scientifique de l'expert que l'inculpé désire désigner.

« Il convient, d'ailleurs, de noter que la liste des chimistes experts, dressée pour son ressort par un tribunal, n'est pas arrêtée *ne varietur* pour l'année judiciaire en cours ; elle demeure constamment ouverte, et, sur l'initiative du Procureur de la République ou du Juge d'instruction, elle peut, à tout moment, être complétée au fur et à mesure des nécessités que l'instruction des affaires de fraude fait apparaître ».

Il est donc admis désormais que ce que la loi n'a pas accordé à l'inculpé peut lui être concédé par le juge d'instruction, mais, avant de commettre l'expert ainsi demandé, le magistrat instructeur devra se livrer à une enquête sur sa moralité et sur sa compétence.

La liberté du choix de l'inculpé est, sur un autre point, plus grande que celle du magistrat ; il peut, en effet, choisir son expert sur les listes dressées par la Cour d'Appel ou le Tribunal civil du ressort d'où il aura déclaré que provient la marchandise. Le législateur a pensé que les

experts, ainsi choisis, pourraient donner un avis d'autant plus motivé qu'ils ont l'habitude d'examiner des produits de même origine et que, par suite, ils en connaissent mieux que tous autres, la composition et les qualités substantielles en raison de la nature des terrains, par exemple, et des conditions de fabrication.

Mission des Experts.

Les deux experts une fois désignés, quelle est leur mission ? Nous avons vu que l'analyse administrative n'était pas définitive et ne suffisait pas à elle seule pour établir l'existence d'un délit ; elle a seulement un caractère indicatif et ne peut jamais constituer qu'un commencement de preuve, une présomption. De plus, elle doit signaler même les produits seulement suspects et ainsi, dans la majorité des cas, aboutit-elle à des conclusions dubitatives. Si donc, par son silence, l'auteur présumé d'une fraude soupçonnée peut, en quelque sorte, acquiescer à cette analyse de triage et l'admettre comme fournissant des résultats certains et définitifs, il peut, au contraire, lorsqu'il est fort de son innocence, demander qu'il soit fait un examen sérieux et positif des échantillons prélevés. Ce sont les experts désignés conformément à l'article 18 du décret qui sont chargés de cette mission.

Ils doivent, par une étude approfondie du produit soumis à leur examen, transformer en une certitude, la présomption de fraude indiquée par l'analyse primitive, ou, au contraire, en démontrer le mal fondé. Ils n'ont pas à se placer au point de vue général, mais doivent se contenter d'examiner le cas particulier soumis à leur appréciation. Leur mission peut, pour ainsi dire, se décomposer en deux

parties : ils doivent, d'abord, contrôler, par une analyse, l'exactitude des résultats consignés dans le rapport du laboratoire administratif, afin de s'assurer qu'au point de vue analytique il ne contient aucune erreur matérielle ; puis, ensuite, ils doivent surtout s'attacher à rechercher la cause des anomalies présentées par la composition du produit, en vue de déterminer si elles résultent de causes accidentelles ou si, au contraire, elles ont une origine frauduleuse.

Si la falsification est certaine, ils ont à déterminer son importance. Leur rôle consiste à se prononcer sur des faits et non sur les conséquences juridiques desdits faits, c'est-à-dire sur des questions de droit. S'ils formulaient des conclusions juridiques, il n'y aurait pas lieu d'en tenir compte, car ils auraient dépassé les limites de leur mandat purement technique et auraient empiété sur les attributions des magistrats.

Il est inutile de dire que les experts doivent avoir conscience de la mission qui leur est confiée, et qu'ils ne doivent pas prendre parti l'un pour la défense et l'autre pour l'accusation, ce qui serait contraire à la notion exacte et élevée qu'ils doivent avoir de leur rôle.

Mode de travail des Experts.

Avant de faire leur analyse, les experts, conformément aux règles générales en droit criminel, doivent prêter serment ; cette formalité est nécessaire à peine de nullité.

Les prélèvements avaient été faits en quatre échantillons ; l'un de ceux-ci a déjà été utilisé pour l'analyse de triage et les trois autres doivent se trouver au greffe du Tribunal civil. Au moment où le juge d'instruction commet

les deux experts qui devront procéder à l'analyse contradictoire, il fait remettre à chacun d'eux un des échantillons restants.

Alors que les laboratoires étaient tenus, pour leurs analyses, de se conformer rigoureusement aux méthodes décrites dans les arrêtés ministériels (art. 12, § 4), aucune méthode d'analyse n'est imposée aux experts. C'est à juste raison qu'on leur a laissé une semblable liberté ; agir autrement aurait eu, en effet, un double inconvénient : d'une part, l'expertise n'aurait guère été que la répétition pure et simple de l'analyse faite par le laboratoire ; d'autre part, c'eût été porter une grave atteinte à l'indépendance qui doit être nécessairement laissée à des experts. En chimie, il n'y a pas qu'une seule méthode pour parvenir à découvrir, dans une substance, la présence de tel ou tel produit ; c'est au chimiste, à l'homme de science, à apprécier celle qui, suivant lui, le conduira plus sûrement à un résultat certain.

Aux termes de l'article 19, les experts peuvent, à leur gré, opérer ensemble ou séparément ; souvent par suite de la distance qui les séparera, particulièrement dans le cas où l'inculpé aura désigné un expert sur la liste du lieu d'origine du produit, c'est cette deuxième façon de travailler qui pourra seule être employée. Ils ne devront pas oublier, dans ce cas, que l'expertise doit être contradictoire et qu'il est nécessaire qu'ils établissent entre eux un échange de vues et qu'ils se communiquent réciproquement leurs résultats et les motifs de leurs conclusions.

Le mode de procéder des experts a, d'ailleurs, été réglementé d'une façon très précise par la circulaire du 29 septembre 1908 dont nous avons déjà parlé : « ... Mais s'ils opèrent séparément (les experts) ils ne doivent pas

oublier cependant que, pour répondre aux prescriptions formelles de la loi et du règlement d'administration publique, l'expertise doit être contradictoire.

« Or, on ne saurait admettre qu'elle présente réellement ce caractère que si les experts, avant d'arrêter leurs conclusions et de déposer leur rapport, se communiquent et discutent entr'eux les résultats de leurs travaux.

« Ils pourront ainsi se mettre d'accord ou, s'ils ne parviennent pas à s'entendre, ils seront du moins à même de préciser d'une façon claire et nette, dans leurs rapports, les points sur lesquels ils diffèrent d'avis et les raisons de cette divergence d'opinions. Dans la première hypothèse, la tierce expertise sera évitée et, dans la deuxième, la tâche du tiers expert et de la justice sera singulièrement facilitée.

« Il importe donc qu'avant toute opération de l'expertise, le juge d'instruction donne aux experts, à cet égard, les instructions nécessaires et, qu'après le dépôt des rapports, il s'assure qu'elles ont été observées. Si elles ne l'ont pas été, il invitera les experts à recommencer leur rapport dans les conditions ci-dessus spécifiées, de manière que leurs conclusions aient un caractère contradictoire ».

L'expert, si l'inculpé a renoncé à en désigner un, ou chacun des experts dans le cas contraire, ont, par l'intermédiaire du juge d'instruction, communication des procès-verbaux de prélèvements, ainsi que des factures, lettres de voitures, pièces de régie et, d'une façon générale, de tous les documents que la personne mise en cause a jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre.

Parmi toutes les pièces que le juge d'instruction doit ainsi communiquer aux experts, l'article 19 ne mentionne pas le rapport du laboratoire contenant les résultats de

l'examen et des analyses, auxquels a déjà donné lieu l'un des échantillons prélevés. Le juge d'instruction doit-il, ou non, remettre ce rapport aux experts ? Nous pensons qu'en l'absence de toute prescription du décret, dans un sens ou dans l'autre, c'est au juge d'instruction qu'il appartient de décider ce qu'il y a lieu de faire. Il nous semble que les experts, ayant entre les mains le rapport du laboratoire, pourraient, peut-être, en appréciant ce premier travail, choisir plus facilement la méthode à suivre pour la nouvelle analyse et porter, plus spécialement, leur attention sur les points que la première analyse n'aurait pas résolus ou aurait résolus, selon eux, d'une manière inexacte (1).

Nomination de dégustateurs.

Suivant l'article 21 du décret : « Sur la demande des experts ou sur celle de la personne mise en cause, des dégustateurs, choisis dans les mêmes conditions que les autres experts, sont commis pour examiner les échantillons ». Cette dégustation est souvent très utile, nécessaire même, pour déterminer la composition, la qualité, l'origine d'un produit ; elle vient alors à l'appui de l'analyse chimique dont elle corrobore les conclusions.

Les dégustateurs, dont le rôle est ainsi celui d'auxiliaires des experts, sont nommés, soit sur la demande de ceux-ci, soit sur la demande de l'inculpé, et ils doivent être choisis dans les mêmes conditions que les autres experts. Ils seront donc nommés au nombre de deux, l'un désigné par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'in-

(1) Bulletin commentaire des Lois Nouvelles, janvier 1909.

formation est ouverte. Celle-ci aura toutefois le droit de renoncer à cette désignation et de s'en rapporter aux conclusions du dégustateur désigné par le juge.

Les dégustateurs seront choisis sur des listes spéciales dressées par les Cours d'Appel ou les Tribunaux civils. L'inculpé pourra toutefois choisir son dégustateur sur les listes dressées par la Cour d'Appel ou le Tribunal civil du ressort d'où il aura déclaré que provient la marchandise suspecte.

Si les dégustateurs sont en désaccord, ils désigneront un tiers dégustateur pour les départager. A défaut d'entente pour le choix de ce tiers dégustateur, il sera désigné par le Président du Tribunal civil.

Aucun texte n'a prescrit ces règles d'une façon formelle, mais elles sont conformes à la phrase de l'article 21 : « Choisis dans les mêmes conditions que les autres experts », et, d'ailleurs, la dégustation n'étant en quelque sorte qu'une expertise complémentaire, on doit, comme telle, lui appliquer la règle de l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905 qui dit expressément que : « toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi seront contradictoires ».

Présence des parties aux opérations des experts.

Les expertises, en matière correctionnelle, sont, ainsi que nous le verrons dans un chapitre spécial, régies, non par le code de procédure civile, mais par les articles 43 et 44 du code d'instruction criminelle. Or, aucune disposition de ce code n'exige la présence ou la convocation des parties aux opérations des experts (1). Le décret de 1906,

(1) Cass. 13 juillet 1906. Pand. Franc. 1906. I 328.

n'ayant pris aucune disposition spéciale à cet égard, on doit, à notre avis, suivre sur ce point, en matière de fraudes alimentaires et de falsifications, les règles ordinaires en droit commun.

Rapport des experts.

Les conclusions des experts sont écrites et doivent être formulées dans des rapports qui sont adressés au juge d'instruction. Quoique l'article 19 dise : « les rapports », si les deux experts ont opéré ensemble et arrivent à une conclusion identique, ils pourront évidemment faire un seul rapport. A quoi bon, en effet, en faire deux dont l'un serait forcément la répétition de l'autre. Si les deux experts ont opéré séparément, les rapports devront constater que leurs conclusions ont été prises après communication et discussion des résultats de leurs travaux ; ce sera le seul moyen de justifier si l'expertise a eu lieu contradictoirement, conformément à la prescription de l'article 12 de la loi.

Les experts doivent déposer leurs rapports dans le délai qui leur a été fixé par l'ordonnance du juge d'instruction. Dans le cas où l'inculpé aurait renoncé à désigner son expert et s'en serait rapporté aux conclusions de celui nommé par le juge, il est évident qu'il ne sera également déposé qu'un seul rapport.

Tiers arbitrage.

Le décret de 1906, voulant que l'expertise aboutisse nécessairement à un résultat, prévoit le cas^o où les deux

experts sont d'avis différents et tirent de leurs constatations communes des déductions opposées. Les chimistes désignent alors un tiers expert chargé de les départager et, s'ils n'arrivent pas à se mettre d'accord, il appartient au Président du Tribunal civil de faire lui-même cette désignation. En cas d'empêchement du Président, celui-ci est, suivant la règle générale, remplacé par le juge le plus ancien ; mais si ce juge est en même temps celui chargé de l'instruction, la désignation devra évidemment être faite par le magistrat venant ensuite dans l'ordre d'ancienneté, car le décret, en confiant la désignation du tiers expert au Président du Tribunal, a, par cela même, retiré au juge d'instruction la faculté de faire cette désignation. La nomination du tiers expert par le juge d'instruction, même comme remplaçant le Président empêché, entraînerait, suivant nous, la nullité de toute l'expertise.

Le tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles. Cela permettra, soit aux experts, soit au Président du Tribunal civil, de fixer leur choix parmi un plus grand nombre de noms réputés pour leur expérience ou leur valeur scientifique.

Cette question de l'arbitrage avait soulevé de grosses controverses que nous allons examiner brièvement.

On aurait pu, en effet, donner au Tribunal le pouvoir d'adopter celle des conclusions des experts qui lui paraîtrait la plus raisonnable, après les discussions qui en auraient été faites à la barre. Ce système aurait eu l'inconvénient de prolonger indéfiniment la discussion et aurait souvent porté le Tribunal à se rallier à la solution dont l'avocat aurait su tirer le meilleur parti. Ou bien, on pouvait laisser à un homme de l'art ou à des commissions scientifiques le soin de solutionner la question. Remarquons d'abord que le

désaccord entre les experts ne devra pas se produire d'une façon fréquente, car les deux experts ayant eu les mêmes facilités et les mêmes éléments pour leur travail, et ayant dû, en outre, agir contradictoirement, pour qu'une discussion surgisse et qu'un désaccord existe, il faudra que deux raisonnements inconciliables puissent être faits, c'est-à-dire que la discussion donne lieu à une controverse scientifique.

La proposition de loi votée en 1899 a admis successivement diverses solutions.

Dans le projet de loi rédigé par M. Cruppi, un décret d'administration publique devait organiser le fonctionnement d'une commission de superarbitres qui aurait pour mission de départager les experts. Cette théorie est généralement appelée théorie du superarbitrage. Puis, la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adopta une seconde solution : les deux experts en désaccord devaient, comme dans le décret de 1906, choisir eux-mêmes le tiers arbitre, mais, s'ils ne pouvaient s'entendre sur son choix, ils devaient désigner chacun deux noms, pour ensuite le Président du Tribunal tirer au sort parmi ces quatre noms. Il serait résulté de ce système que la sentence du Tribunal aurait presque toujours été laissée au hasard. En effet, les deux experts, n'ayant pu se mettre d'accord sur le fond, n'auraient généralement pu arriver à plus d'entente pour le choix de la personne chargée de les départager. Il y aurait donc presque toujours eu lieu à la désignation de deux experts par chacun d'eux et, comme ils auraient forcément choisi ceux-ci parmi des personnes qu'ils auraient su d'avance disposées à adopter leurs conclusions, le dernier mot aurait été laissé au hasard, puisque c'eût été par voie de tirage au sort que le Président du Tribunal aurait désigné, parmi ces quatre noms, celui qui

deviendrait tiers-expert. Enfin, le texte suivant fut adopté à la séance du 30 juin 1899 : « Art. 8. Si les experts sont d'avis opposé, ils désignent un tiers-expert chargé de les départager. A défaut d'entente, cette désignation est faite par le Président du Tribunal ou par le Président de la juridiction saisie. » C'est ce que l'on est convenu d'appeler la théorie du tiers arbitrage. Ce système a été adopté pour l'expertise en matière de fraudes et c'est celui qui nous semble préférable.

Lors de la discussion de cette question à la Chambre des Députés, en juin 1899, M. Levraud était d'avis de recourir au superarbitrage, dont les membres du comité seraient renouvelables par tiers tous les deux ans. Il disait que c'est la législation admise en matière de douanes et qu'il serait étrange, quand il s'agit de la liberté de citoyens et peut-être de leur existence, de ne pas employer un procédé qu'on emploie en matière de douanes. Voici la législation en cette matière : « Dans le cas où l'une des deux parties refuserait de désigner son arbitre, cette désignation sera faite sur la même liste, à la requête de l'autre partie, par le juge de paix du canton dans lequel sera situé le bureau d'importation. Si les deux experts tombent d'accord, le comité d'expertise légale enregistrera leur décision qui sera définitive. En cas de désaccord, le comité d'expertise, opérant dans les conditions prescrites par l'article 19 de la loi du 27 juillet 1882, remplira le rôle de tiers arbitre et décidera en dernier ressort. »

Il avait été conclu au rejet de cet amendement qui instituerait au siège de nos Cours d'Appel de véritables juridictions scientifiques, comme en Allemagne, et on avait demandé l'adoption du tiers arbitrage. Nous avons donné, plus haut, notre avis à cet égard.

L'expertise contradictoire est-elle obligatoire dans tous les cas.

La loi du 1^{er} août 1905, en ordonnant que l'expertise serait contradictoire, n'a apporté aucune exception à la règle qui donne aux juges correctionnels le pouvoir de puiser leur conviction, non seulement dans les procès-verbaux ou rapports et dans les dépositions de témoins (articles 154 et 189 du Code d'instruction criminelle), mais encore, dans tous les documents versés aux débats et soumis à la libre discussion des parties. Le décret de 1906 ne s'est pas expliqué à ce sujet, mais le décret du 6 août 1908, relatif aux substances médicamenteuses, a comblé cette lacune en disant, dans son article 21, que : « Les dispositions du titre I^{er} du présent décret, réglant les formalités prescrites pour les prélèvements d'échantillons, ne font pas obstacle à ce que l'existence d'une infraction à la loi du 1^{er} août 1905 soit établie par toutes autres voies de droit ».

L'article 12 de la loi de 1905 dispose que toutes les expertises doivent être contradictoires et rien de plus ; jamais il n'en dit que, dans toutes poursuites, exercées en vertu de cette loi, il devra être procédé à une expertise contradictoire. Le décret de 1906, lui-même, envisage plusieurs cas où il ne sera pas procédé à cette expertise. D'abord, elle est facultative et l'inculpé peut s'en rapporter à l'analyse du laboratoire ; de plus, il a la faculté, même en demandant une seconde analyse, de renoncer à la désignation d'un expert pour s'en rapporter aux conclusions de celui désigné par le juge, et l'expertise ainsi faite, perd également son caractère contradictoire.

Nous avons vu, dans un chapitre précédent, l'évolution qu'a faite à cet égard la jurisprudence. Nous nous borne-

rons à rappeler que la Cour de Cassation, après avoir décidé que l'expertise contradictoire, édictée par l'article 12 de la loi de 1903 en termes absolus et catégoriques, est prescrite à peine de nullité de la procédure et de la poursuite (1), s'est ensuite et à nombreuses reprises, prononcée dans le sens contraire, en décidant que le prévenu qui ne conteste pas la régularité des expertises ni des prélèvements ne peut critiquer les déductions que le juge du fond a tirées des éléments de la procédure si, à cet égard, les motifs de sa décision ne présentent ni obscurité ni contradiction (2).

Il faut ajouter que les formalités et délais de la procédure d'expertise, organisés par le décret du 31 juillet 1906 (art. 5 et 7), constituent un obstacle matériel absolu à ce qu'il puisse être ainsi procédé lorsqu'il s'agit de certaines matières ou denrées corrompues. Après le prélèvement en quatre échantillons, il s'écoule au minimum quinze jours entre la saisie des échantillons et le moment où l'expertise régulière et la contre-expertise peuvent avoir lieu. On peut se demander ce que deviendraient pendant ce laps de temps, des denrées considérées déjà, au moment de la prise des échantillons, comme corrompues.

Prélèvements ordonnés par le Juge d'instruction.

Nous avons vu que le droit de faire opérer des prélèvements appartenait à l'autorité administrative et que le Procureur de la République pouvait provoquer, de la part

(1) Cass. 12 janvier 1907. Sirey 1907. I. 152.

(2) Cass. 10 avril 1908. Gaz. Pal. 1908. I. 562,

Cass. 5 juin 1908. Gaz. Pal. 1908. II. 105.

Cass. 25 juillet 1908. Gaz. Pal. 1908. II. 323.

Cass. 22 janvier 1909. Gaz. Pal. 1909. I. 389.

de celle-ci, des prélèvements de comparaison. Nous allons étudier maintenant les pouvoirs du Juge d'instruction à cet égard.

Il y a deux cas dans lesquels ce magistrat peut se trouver dans la nécessité de recourir à des prélèvements : Il peut d'abord se trouver saisi d'un délit de fraude commerciale poursuivi spontanément par le ministère public. Il n'est pas tenu alors d'observer la procédure indiquée au titre I^{er} du décret du 31 juillet 1906 pour les constatations et prélèvements car, cette procédure n'est imposée qu'aux agents administratifs du service de la répression des fraudes, quand celui-ci prend l'initiative des recherches et des constatations (1). Pour les fraudes, comme pour les autres matières criminelles, tous les modes de preuve sont admis, la loi ne contenant à cet égard aucune restriction. De plus, en aucun cas la présence du délinquant n'est exigée, car cette exigence entraînerait le plus souvent l'impossibilité de constater le délit. Rien n'oblige donc le magistrat instructeur ou le commissaire de police enquêteur à faire plus d'un prélèvement, le nombre de ceux-ci étant laissé à l'appréciation du juge qui en ordonne un ou plusieurs, suivant les circonstances. Les prélèvements peuvent même être opérés au domicile des acheteurs plaignants, et il appartient au juge de prendre ces prélèvements en considération, s'ils ont été régulièrement effectués d'après les règles générales du Code d'instruction criminelle, alors surtout que le juge déclare établies et à l'abri de toute suspicion de fraude, l'identité des échantillons prélevés avec les marchandises vendues et la sincérité des prélèvements (2).

(1) Cour de Bordeaux 13 novembre 1907. Journal des Parquets 1908. II. 7.

(2) Cass. 5 novembre 1908. Gaz. Pal. 1908. II. 493.

Le nombre de quatre échantillons ne s'impose pas non plus au juge d'instruction lorsqu'il s'agit, non de rechercher une fraude présumée, mais de recourir à un moyen d'information destiné à fournir des éléments de comparaison, en vue de préciser la fraude précédemment établie par des analyses antérieures. Le délit de falsification n'est, en fait, qu'un délit de droit commun n'excluant pas, au cours d'une instruction, les mesures quelconques et ordinaires que les magistrats instructeurs ont le pouvoir d'employer (1). Pour corroborer les analyses des experts qui ont déclaré le produit falsifié ; pour savoir si l'auteur présumé de la fraude est réellement coupable et s'il a coutume de falsifier les denrées alimentaires ou de vendre des denrées falsifiées ; ou encore, pour rechercher si c'est au fournisseur, au fabricant, au négociant en gros que doit remonter la responsabilité du délit, le juge d'instruction peut faire opérer de nouveaux prélèvements que l'on désigne habituellement sous le nom de prélèvements de comparaison, ou encore, sous le nom de prélèvements d'instruction, par opposition aux prélèvements administratifs.

Cette mesure peut être d'une très grande utilité pour la découverte de la vérité, surtout si elle est faite dès le début de l'information.

Ainsi que nous venons de le dire, pour faire opérer ces prélèvements, le juge d'instruction conservera toute sa liberté d'action, suivant les règles du droit commun. Il pourra charger de cette mission tous les officiers de police judiciaire, qu'ils soient ou non désignés par l'article 2 du décret de 1906. Il y a cependant lieu, à notre avis, d'ap-

(1) Seine 6 novembre 1907, Gaz. Pal. 1907. II. 570.

porter à cette liberté une restriction et d'obliger le juge d'instruction à faire opérer ces prélèvements de telle sorte que le principe de l'article 12, qui veut que toutes les expertises nécessitées par l'application de la loi soient contradictoires, puisse être respecté dans le cas où une expertise serait nécessaire. M. le Garde des Sceaux a donné des instructions à ce sujet dans sa circulaire du 29 septembre 1908 : « Si le juge d'instruction, après avoir réuni tous les renseignements indispensables, croit devoir donner suite à la dénonciation dont le fournisseur de la marchandise a été l'objet, il sera amené à opérer lui-même ou à faire opérer par commission rogatoire, un nouveau prélèvement d'échantillons sur les marchandises similaires qui se trouvent chez le fournisseur ou qui, expédiées par lui, sont en cours de route ; c'est ce que, dans la pratique, on appelle un *prélèvement d'instruction*, par opposition au *prélèvement administratif* régi par le décret du 31 juillet 1906. Cette mesure permet de procéder à une comparaison qui s'impose pour déterminer les responsabilités pénales respectivement encourues par le vendeur et l'acheteur de la marchandise déclarée suspecte par le laboratoire.

« Le prélèvement d'instruction n'est pas assujéti aux règles spéciales tracées par le décret du 31 juillet 1906 ; il est opéré conformément aux dispositions générales édictées par le code d'instruction criminelle.

« Mais il sera sage d'appliquer, par analogie, les prescriptions du décret du 31 juillet 1906 relatives au nombre et à la destination des échantillons à prélever.

« A la rigueur, le juge d'instruction pourrait se contenter du prélèvement de trois échantillons qui suffiraient pour que l'expertise contradictoire, telle que l'a voulue la loi du 1^{er} août 1903, put avoir lieu.

« Mais s'il est prélevé un quatrième échantillon, le magistrat instructeur aura le moyen de faire procéder, par un expert qu'il désignera, à une analyse préalable analogue à celle qui est confiée au laboratoire administratif par l'article 12 du décret du 31 juillet 1906 et, selon les résultats de cet examen, l'expertise contradictoire pourra devenir inutile.

« Il y a donc avantage à ce que le juge d'instruction suive d'aussi près que possible, en pareille occurrence, les prescriptions du décret du 31 juillet 1906, bien qu'alors elles ne s'imposent pas légalement à lui et qu'il n'ait d'autre obligation que de donner à l'expertise le caractère contradictoire dont il ne saurait la priver sans se mettre en opposition avec la loi du 1^{er} août 1905 ».

Les prescriptions de cette circulaire sont évidemment conformes aux principes que nous avons posés. Cependant, M. le Garde des Sceaux conseille au juge d'instruction, dans le cas où quatre échantillons auraient été prélevés, de désigner un expert pour faire une analyse préalable, analogue à celle faite par le laboratoire administratif. Il nous semble que ce serait faire là une analyse non contradictoire et se mettre ainsi en opposition avec l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905. Il y aurait peut-être moyen de remédier à cet inconvénient en faisant faire cette première analyse, non par un expert désigné par le juge d'instruction, mais par le laboratoire administratif. On sait en effet que les analyses faites par ce dernier ne valent pas comme expertises, mais seulement à titre d'indication. Le juge d'instruction a d'ailleurs la faculté de se borner à faire opérer officieusement des prélèvements administratifs pour lesquels la procédure habituelle sera suivie.

Expertise ordonnée par le Tribunal.

Lorsque l'affaire est soumise au Tribunal correctionnel, il peut arriver, soit que celui-ci considère comme incomplète l'analyse du laboratoire ou même l'expertise ordonnée par le juge d'instruction, soit que des faits nouveaux, révélés aux débats de l'audience, démontrent la nécessité d'une expertise. Le Tribunal, saisi d'une poursuite pour infraction à la loi du 1^{er} août 1905, pourra toujours, en principe, ordonner une contre-expertise ou une nouvelle expertise. Mais il jouira, à cet égard, d'une entière liberté, car l'expertise étant un simple moyen d'instruction, les tribunaux sont maîtres de l'accorder ou de la refuser, suivant qu'ils le jugent nécessaire ou non à la manifestation de la vérité.

Il faut convenir, d'ailleurs, qu'en fait cette hypothèse se présentera bien rarement, soit parce que le prévenu, en acceptant l'analyse du laboratoire, aura reconnu l'existence du délit, soit parce que l'expertise ordonnée par le juge d'instruction l'aura mis à même de produire tous ses moyens de défense, soit enfin parce que, si cette expertise a été suivie de la tierce expertise prévue par l'article 20 du décret du 31 juillet 1906, il ne restera plus aucun des échantillons prélevés.

C'est ici que nous voyons la nécessité du délai de trois jours imparti à l'auteur présumé de la fraude pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire, car, s'il a laissé passer ce délai sans user de la faculté qui lui était accordée à ce moment, il ne pourra plus, dans la suite, par des conclusions prises à l'audience, obliger le tribunal à ordonner une expertise.

Néanmoins, si pour une cause ou pour une autre, à la

suite par exemple, de nouveaux prélèvements effectués sur l'ordre du juge d'instruction, une nouvelle expertise est possible, le tribunal aura le droit de l'ordonner s'il en reconnaît la nécessité.

Cette nouvelle expertise devra être contradictoire d'après les termes précis et impératifs de l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905. Mais les règles tracées par les articles 18 et suivants du décret de 1906 devront-elles être appliquées ? Nous ne le pensons pas, car ces prescriptions ne concernent que l'expertise ordonnée par le juge d'instruction et ne visent, à aucun moment, celle ordonnée par le tribunal lui-même. Pour que le caractère contradictoire existe, il suffira que le prévenu soit mis à même de contrôler, de contredire d'une manière ou d'une autre les opérations de l'expert nommé par le tribunal. Cet expert, avec celui choisi par le prévenu et même avec un tiers expert s'il y a lieu, pourront, par exemple, comme le prévoit l'article 17 du décret, procéder ensemble à l'examen de l'unique échantillon qui resterait d'un prélèvement antérieur. Nous croyons que le prévenu peut cependant renoncer à la nomination d'un expert et s'en rapporter aux conclusions de celui désigné par le tribunal.

En matière de fraudes une expertise ordinaire ne peut pas être demandée par voie de référé. Le juge des référés ne peut, en effet, statuer qu'au civil, mais non pas au correctionnel ou pour l'application de la loi pénale ; il ne peut prescrire un mode d'expertise et de vérification autre que celui déterminé par la loi. Or, la falsification constitue un délit dont l'examen et les constatations appartiennent à la juridiction correctionnelle et, bien qu'elle puisse donner lieu à des réparations civiles, elle doit être établie par les voies édictées par la loi du 1^{er} août 1905 (art. 11) et le décret

du 31 juillet 1906, mais non par une expertise ordinaire demandée en référé. Ce serait, en effet, priver les commerçants, dont les marchandises auraient fait l'objet de prélèvements, des garanties que ces textes ont entendu leur donner en posant des règles très strictes pour les opérations de prélèvements et d'expertises (1).

(1) Lisioux 24 août 1907. Gaz Pal 1907 II. 448.

CHAPITRE V

Expertise en Pharmacie.

Loi du 21 Germinal an XI. Loi du 25 juin 1908.

Décret du 6 août 1908.

Une expertise qui, en matière de fraudes, a attiré tout particulièrement notre attention et qui mérite d'être étudiée d'une façon spéciale, en raison des anomalies que nous y avons remarquées, est l'expertise prévue et réglementée par le décret du 6 août 1908 « portant règlement d'administration publique pour la détermination des règles de procédure applicables aux substances médicamenteuses et hygiéniques, en ce qui concerne les prélèvements d'échantillons, les analyses, expertises et saisies nécessaires à l'exécution de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes ».

Avant d'étudier dans le détail le mécanisme de cette expertise, nous allons examiner brièvement la législation en cette matière.

La loi du 21 germinal an XI avait, jusqu'à ces dernières années, réglementé l'exercice de la pharmacie et déterminé,

dans ses articles 29 et suivants, les fonctionnaires qui seraient chargés de l'inspection de la vente des produits médicamenteux. Combinée avec la loi de 1851, elle assurait, dans une mesure suffisante, la constatation et la répression des délits commis en cette matière ; c'était, du moins, l'avis de M. Cazeneuve qui disait à la séance de la Chambre des Députés du 10 novembre 1904 : « Mon premier étonnement a été de constater que cette loi (loi de 1905) englobait même les falsifications de substances médicamenteuses. Je ne vois pas, je l'avoue, en quoi cette innovation sera favorable à la santé publique ; j'ai, pendant vingt-cinq ans, inspecté les pharmacies du département du Rhône, j'ai toujours trouvé, dans la loi de 1851, les armes nécessaires pour frapper les pharmaciens, très rares heureusement, qui se permettaient de vendre des médicaments falsifiés ou altérés ».

Aussi n'est-ce pas sans difficultés que le mot « substances médicamenteuses » a été conservé dans la loi de 1905 ; nombre de Députés voulaient le retrancher pour laisser ces produits régis par une loi spéciale sur les pharmacies.

La loi de 1905 réprimant la falsification des substances médicamenteuses aussi bien que celle des produits alimentaires, il était logique d'appliquer à ces deux espèces de marchandises des moyens préventifs analogues et de simplifier, en les coordonnant, les diverses dispositions de germinal an XI. Il était également naturel, tout en assurant un contrôle efficace et sérieux, de faire bénéficier le pharmacien de la garantie contre toute erreur possible, en lui accordant aussi l'expertise contradictoire prévue dans l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905, lorsqu'il s'agit d'impuretés ou de falsifications des produits médicamenteux ou hygiéniques.

Tel a été le but de la loi du 25 juin 1908 et des deux

réglements d'administration publique prévus par elle. L'un, celui du 5 août 1908, est relatif aux autorités qualifiées pour assurer l'application des lois et règlements sur l'exercice de la pharmacie et sur la répression des fraudes en matière médicamenteuse. L'autre, du 6 août 1908, détermine les règles de procédure applicables aux substances médicamenteuses et hygiéniques, en ce qui concerne les prélèvements d'échantillons, les analyses, expertises et saisies nécessaires à l'exécution de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes.

Pour ne pas nous écarter de notre sujet, nous ne nous occuperons que de ce dernier texte qui, seul, a rapport avec l'expertise contradictoire.

Comme les agents ordinaires du service de la répression des fraudes, les inspecteurs et inspecteurs adjoints, déterminés par le décret du 5 août 1908, ont qualité pour opérer d'office des prélèvements d'échantillons dans les officines, laboratoires et dans leurs dépendances, magasins, boutiques, ateliers, voitures servant au commerce, ainsi que dans les entrepôts, dans les gares et ports de départ et d'arrivée.

En ce qui concerne les prélèvements d'échantillons, la rédaction des procès-verbaux, l'apposition des scellés, la délivrance des récépissés, l'envoi des échantillons et procès-verbaux, les formalités applicables sont les mêmes que celles prescrites par les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du décret du 31 juillet 1906. Cependant, par dérogation à l'article 10, lorsqu'en raison de la qualité ou de la quantité d'un produit pharmaceutique ou d'une préparation médicinale, la division en quatre échantillon est impossible, l'agent qui effectue le prélèvement place sous scellés, en un échantillon unique, la totalité du produit ou de la préparation et,

dans les vingt-quatre heures, il transmet ce scellé, non plus au Préfet, mais au Procureur de la République, et il n'est adressé à l'autorité administrative, ainsi qu'au directeur d'école et au doyen de Faculté compétents, qu'une copie du procès-verbal.

Ce sont les prélèvements ainsi effectués et transmis qui donneront lieu aux anomalies que nous allons signaler plus loin.

Lorsqu'un inspecteur a requis un officier de police judiciaire d'effectuer un prélèvement de produit pharmaceutique ou de préparation médicinale, celui-ci est toujours opéré en un échantillon unique qui, après avoir été scellé, est adressé, dans les vingt-quatre heures, avec le procès-verbal, à l'inspecteur qui a signé la réquisition. C'est alors ce fonctionnaire qui divise le produit en quatre échantillons. Cette opération est faite en présence du vendeur ou du détenteur, ou lui dûment appelé ou représenté ; les échantillons sont ensuite transmis au Préfet.

Si la division du produit en quatre est impossible, le scellé primitif est adressé par l'inspecteur au Procureur de la République.

Lorsque les quatre échantillons auront été envoyés au Préfet, la procédure suivie sera analogue, pour ne pas dire identique, à celle prévue par le décret de 1906 ; une analyse de triage sera faite par un laboratoire organisé à cet effet dans les écoles de pharmacie. Le résultat de cette analyse sera consigné dans un rapport qui sera adressé à l'autorité administrative du département d'où provient l'échantillon.

Si le rapport ne révèle aucune fraude, l'intéressé en sera avisé immédiatement par le Préfet ; dans le cas contraire, celui-ci transmettra le rapport au Procureur de la Répu-

blique, en y joignant le procès-verbal et les trois échantillons réservés.

Le magistrat du parquet informera alors l'auteur présumé de la fraude qu'il est l'objet de poursuites, qu'il peut prendre communication du rapport du laboratoire et qu'un délai de trois jours lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire.

Si celle-ci est demandée, il sera procédé à la nomination de deux experts désignés, l'un par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'information sera ouverte ; le juge d'instruction fera le premier sa désignation et l'inculpé aura ensuite huit jours pour faire connaître son expert. Il aura toutefois le droit de renoncer à cette désignation et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Les experts, qui devront être pourvus du diplôme de pharmacien, seront choisis sur les listes spéciales dressées par les Tribunaux ou les Cours d'Appel.

Ils seront mis, chacun, en possession d'un échantillon et pourront avoir communication de tous les documents que la personne mise en cause aura jugé utile de produire ou que le juge se sera fait remettre.

Ils opéreront, à leur gré, ensemble ou séparément et emploieront, pour leur travail, la méthode qui leur conviendra et qui leur paraîtra le mieux appropriée. Ils déposeront ensuite leurs rapports dans le délai fixé par l'ordonnance du juge.

S'ils sont en désaccord, ils désigneront un tiers expert pour les départager et, à défaut d'entente, cette désignation sera faite par le Président du Tribunal civil. Le tiers expert, qui pourra être choisi en dehors des listes officielles, ne sera même pas nécessairement pourvu du diplôme de pharmacien.

Il nous reste à examiner le cas où, en raison de la qualité ou de la quantité d'un produit pharmaceutique ou d'une préparation médicinale, le prélèvement en quatre échantillons étant impossible, un seul échantillon a été prélevé et envoyé directement au Procureur de la République.

Comment va alors se faire l'expertise ? L'article 17 du décret du 6 août 1906 répond à cette question en édictant que « dans le cas prévu à l'article 3 (c'est le cas qui nous occupe), le Procureur de la République notifie au vendeur ou détenteur que l'échantillon unique va être soumis à une expertise et l'informe qu'il a trois jours francs pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire. Si l'expertise contradictoire est demandée, il est procédé, dans un délai fixé par le juge d'instruction, à la nomination simultanée, tant des deux experts prévus à l'article 14 ci-dessus, que du tiers expert prévu à l'article 16. Ces trois experts procèdent ensemble à l'examen de l'échantillon unique ».

Lorsqu'un prélèvement a été opéré dans les conditions prévues par cet article 17 du décret du 6 août 1908, le Procureur de la République se trouve alors en possession du procès-verbal et de l'échantillon unique ; aucun élément ne peut lui indiquer s'il existe un soupçon de fraude, car il ne peut être question ici d'une analyse préalable faite par un laboratoire.

Conformément aux prescriptions dudit décret, il doit notifier au vendeur ou détenteur de la marchandise saisie que l'échantillon va être soumis à une expertise et qu'il a trois jours francs pour faire savoir s'il réclame l'expertise contradictoire. Deux cas peuvent alors se présenter, ou bien le pharmacien se désintéressera de cette expertise et laissera expirer le délai de trois jours, ou bien il demandera l'expertise contradictoire.

Le décret n'a envisagé que cette deuxième hypothèse. Que va-t-il se passer dans la première ? Le pharmacien (ce sera la personne généralement mise en cause), a laissé passer le délai de trois jours sans demander l'expertise contradictoire ; qui donc va avoir qualité pour faire analyser le produit ? L'autorité administrative n'a plus ce pouvoir, puisqu'il est dit que, dans ce cas, c'est au parquet directement que doit être adressé l'échantillon unique ; cette mission incombera donc à l'autorité judiciaire. Mais, d'un autre côté, il ne rentre pas dans les attributions du Procureur de la République de faire procéder, hors le cas de flagrant délit, à une analyse par un expert commis par lui. Il va donc se trouver dans la nécessité d'ouvrir une information pour permettre au juge d'instruction de commettre un expert à l'effet d'analyser l'échantillon prélevé. Cependant, comme aucun délit n'a peut-être été commis, qu'en tout cas aucune charge n'est relevée jusqu'à présent contre qui que ce soit, nous allons nous trouver en présence d'un réquisitoire introductif qui n'énoncera ni inculpé, ni même inculpation et qui devra être conçu à peu près en ces termes : « Nous, Procureur de la République... Vu les pièces ci-jointes (procès-verbal de prélèvement et lettre d'envoi de l'inspecteur), d'où il peut résulter contre X... inculpation de falsification de substances médicamenteuses, Requérons qu'il plaise à Monsieur le juge d'instruction commettre un expert à l'effet d'analyser l'échantillon prélevé chez le sieur B... ».

La plupart du temps, l'analyse ainsi faite, donnera des résultats négatifs et on aboutira à une ordonnance de non-lieu. Cette procédure tout à fait extraordinaire aura de plus pour conséquence de faire supporter à l'administration de la Justice les frais d'une expertise nécessitée par

une affaire, dans laquelle n'aura jamais existé la moindre présomption de crime ou de délit.

Envisageons maintenant la deuxième hypothèse. Le vendeur ou détenteur de l'échantillon prélevé, après avoir été avisé par le Procureur de la République que l'échantillon allait être soumis à une expertise, réclame l'expertise contradictoire. Dans ce cas, le Procureur de la République met également l'affaire à l'instruction et, bien qu'il ignore si un délit a été commis et par qui il aurait été commis, il est obligé d'ouvrir l'information contre ce commerçant. Aux termes de l'article 14, en effet, la désignation de l'un des experts doit être faite par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte. Le juge d'instruction se verra donc dans la nécessité d'inculper ce pharmacien avant de lui permettre de désigner son expert. Puis les deux experts ainsi choisis devront, à leur tour, faire choix d'un tiers expert et, s'ils n'arrivent pas à se mettre d'accord, cette désignation sera faite par le président du Tribunal. C'est seulement à ce moment que le magistrat instructeur commettra simultanément ces trois hommes de l'art, à l'effet d'analyser le produit. Les experts, ainsi commis, procéderont ensemble et contradictoirement à l'examen de l'échantillon unique ; ils déposeront ensuite leur rapport dans le délai fixé par l'ordonnance du juge.

Si, de leur examen, il résulte qu'aucune infraction n'a été commise, nous verrons encore le budget de la Justice obligé de supporter les frais de l'analyse, alors que rien n'avait pu faire supposer qu'un délit avait été commis.

De plus, dans les deux hypothèses, cette procédure aboutira à des résultats fâcheux à l'égard des personnes qui auront été l'objet de prélèvements. Dans une petite ville surtout, les démarches qui auront été faites par le commis-

saire de police ou par ses agents pour faire connaître au pharmacien qu'il peut demander l'expertise contradictoire, n'auront pas passé inaperçues et ce commerçant sera aussitôt mis en suspicion. Sa réputation sera encore plus attaquée si, ayant demandé l'analyse contradictoire, il est obligé de comparaître devant le juge d'instruction pour faire connaître le nom de son expert, et une ordonnance de non-lieu ne parviendra pas à le réhabiliter aux yeux de ses concitoyens, qui le considéreront toujours comme un commerçant malhonnête, tout au moins suspect.

En outre, les inspecteurs sont tenus de visiter, au moins une fois par an, les officines de pharmaciens et les dépôts de médicaments tenus par les médecins ou les vétérinaires, mais rien ne les empêche de faire plusieurs visites dans le courant d'une même année ; ils pourront donc, par des prélèvements répétés, opérés chez la même personne, arriver à en éloigner complètement la clientèle.

Il nous paraît donc désirable et même nécessaire qu'un nouveau décret, ou tout au moins une circulaire analogue à celle du 29 septembre 1908, viennent modifier cette procédure ou donner au Procureur de la République la faculté de ne faire opérer l'analyse de l'échantillon unique, qui lui aura été transmis, que lorsque certains indices pourront faire supposer qu'une fraude a été commise.

CHAPITRE VI

Expertise en manière de beurre et d'engrais.

Expertise en matière de beurre.

Les fraudes sur les beurres ont particulièrement attiré l'attention du législateur ; c'est pourquoi nous leur avons consacré un chapitre spécial.

Elles ont été régies successivement par les lois du 14 mars 1887, du 16 avril 1897, du 1^{er} août 1905 et du 23 juillet 1907. La loi du 16 avril 1897, qui a abrogé celle du 14 mars 1887, avait pour unique objet de protéger le commerce du beurre contre la fraude qui consistait dans le mélange, avec ce produit, d'autres substances similaires qu'elle désignait sous le nom générique de margarine. Sous ce nom, elle comprenait toutes les substances alimentaires, autres que le beurre, qui présentaient l'aspect de celui-ci et qui étaient préparées pour le même usage que ce dernier produit. Elle ne pouvait être appliquée à la vente ou mise en vente de beurre falsifié à l'aide d'autres moyens, par l'addition d'eau par exemple.

La loi de 1903 fit tomber ces falsifications sous son application, en punissant (art. 3) ceux qui falsifieraient les denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, ainsi que ceux qui vendraient des denrées ainsi falsifiées. Toutes les falsifications de beurre tombaient donc sous le coup de deux lois différentes, entre lesquelles il était le plus souvent très difficile, pour ne pas dire impossible, de choisir a priori. La loi du 16 avril 1897 réprimait toutes les falsifications commises à l'aide de la margarine ou substances assimilées ; toutes les autres falsifications restaient sous l'empire de la loi générale sur les fraudes, d'abord la loi du 27 mars 1851, puis celle du 1^{er} août 1903 (1).

La loi du 23 juillet 1907 est venue mettre heureusement un terme à cette dualité de législation d'autant plus préjudiciable que les lois préexistantes établissant, au point de vue des prélèvements et des expertises, des règles différentes, les agents chargés de rechercher les délits étaient exposés à procéder irrégulièrement (2). En effet, les agents chargés des prélèvements devaient effectuer ceux-ci en se conformant, soit aux prescriptions du décret du 9 novembre 1897 rendu en exécution de la loi du 16 avril 1897, soit aux prescriptions du décret du 31 juillet 1906 rendu en exécution de la loi du 1^{er} août 1903, suivant qu'ils estimaient que le beurre, dont ils prélevaient des échantillons, était additionné soit de margarine ou d'une substance similaire, soit de tout autre produit. Dans le premier cas, ainsi que nous allons le voir, ils ne devaient prélever que trois échantillons ; dans le second cas, ils devaient en prélever

(1) Cass 15 juin 1900. S. 1900. I.384. — Cass 26 février 1904. D. 1905. I.22.

(2) Cass 12 janvier 1907. S. 1907. I.152.

quatre. Nous ne reviendrons pas sur le décret du 31 juillet 1906, que nous avons déjà étudié en détail ; nous nous contenterons d'examiner successivement le décret du 9 novembre 1897, puis celui du 29 août 1907 qui régit actuellement cette matière.

Aux termes du décret de 1897, la surveillance du commerce du beurre et de la margarine était exercée concurremment avec les officiers de police judiciaire, les agents préposés à la surveillance des halles et marchés et inspecteurs de fabriques de margarine, par des employés des contributions indirectes, des douanes et des octrois. Les inspecteurs, chargés de la surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine, avaient le droit de pénétrer dans les locaux où l'on fabrique pour la vente, dans ceux où l'on prépare et vend du beurre, ils pouvaient prélever des échantillons de la marchandise fabriquée, préparée, exposée, mise en vente ou vendue comme beurre. Ces prélèvements pouvaient de même avoir lieu en douane, ainsi que dans les ports ou gares de chemins de fer ; ils devaient, autant que possible, être effectués en présence du propriétaire de la marchandise ou de son représentant. Les échantillons devaient être pris en trois exemplaires et leur prélèvement devait être constaté par un procès-verbal. L'un des échantillons était envoyé au laboratoire désigné par l'arrêté ministériel, pour être soumis à l'analyse chimique et à l'examen microscopique ; le second était remis au propriétaire ou, à défaut, au détenteur de la marchandise ; le troisième était conservé au greffe du tribunal de l'arrondissement pour servir, s'il y avait lieu, à de nouvelles vérifications ou analyses. L'analyse de l'échantillon devait être effectuée dans un délai de huit jours, au plus, à partir du jour de la remise dudit échantillon au chimiste expert. Le

rapport de celui-ci était déposé au greffe du tribunal et avis de ce dépôt était donné par l'expert aux parties intéressées, au moyen d'une lettre recommandée. Si l'analyse n'était pas contestée, le rapport du chimiste était transmis au Procureur de la République. Si au contraire elle l'était, le fabricant ou le vendeur devait faire sa déclaration au greffe dans un délai de deux jours. Dans ce cas, le troisième exemplaire de l'échantillon était soumis à une contre-expertise confiée à un chimiste expert, choisi sur la liste dressée par le Ministre de l'Agriculture, et désigné par le Président du tribunal de l'arrondissement où il avait été procédé à la prise de l'échantillon. Le rapport du chimiste, chargé de la contre-expertise, devait être transmis au Procureur de la République dans le délai de huit jours, à partir du jour de la remise de l'échantillon au contre-expert.

Comme on le voit, les prélèvements ne comportaient que trois échantillons ; les expertises n'étaient pas contradictoires, puisqu'elles avaient lieu successivement, et le juge d'instruction n'était pas chargé de commettre les experts. Les poursuites s'exerçaient donc, généralement, par voie de citation directe.

La loi du 23 juillet 1907, modifiant celle du 16 avril 1897, a formulé des dispositions analogues à celles prévues par la loi de 1905, et elle a, en particulier, posé, elle aussi, le principe de l'expertise contradictoire. Le décret du 29 août 1907, après avoir prescrit des dispositions spéciales pour la surveillance des fabriques de margarine et des beurreries, a organisé le fonctionnement du service des prélèvements, des laboratoires et des analyses contradictoires ; il s'est inspiré, dans une très large mesure, du décret du 31 juillet 1906, auquel il a d'ailleurs emprunté ses

articles 7 à 21 et 24. En matière de beurre, maintenant, les agents n'ont donc plus à rechercher, avant d'opérer leurs prélèvements, si l'infraction commise tombe sous le coup de la loi sur les beurres ou de la loi de 1905 ; dans les deux cas, les prélèvements ont lieu en quatre échantillons et les règles à suivre pour les analyses ou les expertises sont identiques.

Expertise en matière d'engrais.

Les fraudes en matière d'engrais sont à peu près les seules pour lesquelles le principe de l'expertise contradictoire ne soit pas applicable. Elles continuent à être régies par la loi du 4 février 1888. Les infractions à cette loi et au règlement d'administration publique du 10 mai 1889 sont constatées par les officiers de police judiciaire et agents de la force publique. Il peut être procédé, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, à la prise d'échantillons et à l'expertise de l'engrais ou amendement vendus. Dans ce dernier cas, les échantillons sont prélevés contradictoirement par les parties au lieu de la livraison ; si le vendeur refuse d'assister à la prise d'échantillons ou de s'y faire représenter, il y est procédé, à la requête et en [présence de l'acheteur ou de son représentant, par le maire ou le commissaire de police du lieu de la livraison. Quand il est procédé d'office à la prise d'échantillons, celle-ci est faite par le maire de la localité ou son adjoint ou le commissaire de police, soit dans les magasins ou entrepôts, soit dans les gares ou ports de départ ou d'arrivée.

Les échantillons sont toujours pris en trois exemplaires et leur prélèvement est constaté par un procès-verbal, qui doit contenir certaines indications prévues par le décret,

L'un des échantillons est remis ou envoyé au vendeur, l'autre est transmis à un chimiste expert pour servir à l'analyse, le troisième est conservé au greffe du Tribunal pour servir, s'il y a lieu, à de nouvelles vérifications ou analyses.

Le Code d'instruction criminelle ne prescrit aucune formalité spéciale pour la saisie des pièces servant à conviction et leur examen par les experts, dont le choix est laissé à la prudence du juge d'instruction. Le décret du 10 mai 1889, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi sur les fraudes dans le commerce des engrais, ne contient aucune dérogation, ni explicite, ni implicite, à ces dispositions. Les formalités qu'il prescrit pour le prélèvement et l'analyse des échantillons sont spéciales et restreintes aux contestations pendantes entre l'acheteur et le vendeur d'engrais, abstraction faite du cas où l'information est suivie à la requête du Ministère Public. Par suite, la preuve de l'existence d'une infraction à la loi du 4 février 1888 est suffisamment établie par la procédure d'information ouverte dans les conditions prévues par le Chapitre IV du Code d'instruction criminelle, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités édictées par le décret du 10 mai 1889. (1).

La loi du 1^{er} août 1905 s'est bornée, dans son article 15, à substituer les pénalités qu'elle a édictées et ses dispositions, en ce qui concerne l'affichage et les infractions aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution, aux pénalités et dispositions de certaines lois spéciales antérieures et notamment à celles des articles 1 et 2 de la loi du 4 janvier 1888, concernant la répression des

(1) Cass. 15 juin 1895, S. 1896, I. 251.

fraudes dans le commerce des engrais, mais elle n'a, ni modifié, ni abrogé et remplacé par ses propres dispositions, aucune autre disposition desdites lois.

Par, suite l'article 12 de la loi de 1905, aux termes duquel toutes les expertises nécessitées par l'application de cette loi seront contradictoires, n'ayant pas été étendu par elle à la répression des fraudes, auxquelles s'appliquent ces lois antérieures, et aucune disposition de la loi ultérieure n'ayant non plus déclaré ledit article 12 applicable en matière de fraudes dans le commerce des engrais, une expertise dans cette matière peut être déclarée valable et régulière, bien qu'elle n'ait pas été contradictoire. (1)

(1) Cass. 5 novembre 1908. Gaz. Pal. 1908, II. 493. Cf Cass. 4 janvier 1907. Gaz. Pal. 1907, I. 254. Cf Cass. 10 novembre 1906. Gaz. Pal. 1907, I. 461.

CHAPITRE VII

Expertise en Matière criminelle.

L'expertise peut être considérée comme ayant été employée, de tous temps, par les magistrats, en matière criminelle ; mais ce fut longtemps, au point de vue médico légal seulement, qu'elle se montra d'une grande utilité. C'est sous le système de la procédure inquisitoire qu'elle a acquis sa plus grande importance. Dans le dernier état de notre ancien droit, le texte de loi, qui régissait cette matière, était l'ordonnance criminelle d'août 1670, d'après laquelle la partie lésée se faisait d'abord examiner par un médecin qui faisait les premières constatations, puis ensuite un médecin ou un chirurgien pouvait être nommé d'office par le juge pour faire un rapport. La seule garantie accordée à l'inculpé était le serment des experts. Un édit de février 1692 créa des offices de chirurgiens et de médecins experts qui, seuls, avaient le droit de faire « les rapports des visitations, qui seront faites tant d'ordonnance de justice, que dénonciatifs, des corps morts. . . . » Le monopole fut supprimé en 1723. Des règles spéciales existaient pour l'expertise en écritures où la désignation de l'expert était

toujours faite par le juge. Un arrêt du Conseil du 23 janvier 1742 taxait les médecins et chirurgiens pour leurs rapports et défendait de nommer plus de deux experts.

Les textes du code des délits et des peines du 3 brumaire an IV, relatifs à l'expertise, ont été, à peu de chose près, reproduits par le code de 1808, dans les articles 43 et 44. Ce sont les seuls articles consacrés à la matière qui nous occupe ; il faut cependant leur ajouter l'article 59, qui rend communes au juge d'instruction les dispositions concernant le Procureur de la République en cas de flagrant délit.

La jurisprudence a suppléé au silence de la loi en considérant l'expertise comme un moyen ordinaire d'instruction au criminel, car elle apportera souvent la preuve du fait incriminé. Le juge d'instruction, qui possède tous les pouvoirs nécessaires pour la découverte de la vérité, peut l'ordonner toutes les fois qu'il le croit utile ; il faut cependant qu'il se trouve dans les cas où les autres moyens de preuve seraient admissibles. Le droit d'ordonner une expertise étant la conséquence de celui de procéder à l'instruction, il en résulte que les tribunaux de répression peuvent l'exercer ; il appartient également aux Cours d'assises, aux tribunaux de police correctionnelle et à ceux de simple police. Quoique n'y étant pas autorisées expressément par la loi, les juridictions d'exception, et notamment les Conseils de guerre, ont la faculté d'y recourir pour éclairer leur religion. Le Président de la Cour d'assises, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, peut appeler en qualité d'experts, toutes personnes qui lui paraîtraient pouvoir jeter un jour utile sur le fait contesté ; mais ces gens de l'art ne prêteront pas serment et leur rapport ne vaudra qu'à titre de simples renseignements.

L'expertise peut être confiée à un ou deux experts, sui-

vant les circonstances, mais la circulaire ministérielle du 6 février 1867 a émis l'avis qu'il était préférable de n'avoir recours qu'à un seul : « Il me paraît évident, déclare-t-elle, que les expertises tirent leur force probante, beaucoup moins du nombre des hommes spéciaux consultés, que du mérite, de la science, et de l'intégrité bien connue de l'expert. Il arrive même souvent qu'un rapport offre plus de garantie s'il est signé par un seul expert, parce que la responsabilité en retombe sur lui seul, qu'il a dû tout vérifier par lui-même, et qu'aucune opinion n'est énoncée en vertu d'une sorte de compromis, ou de transaction. C'est donc, je le répète, en sachant bien choisir l'expert, auquel on confie une mission, et non en multipliant le nombre, qu'on assure à ce complément de l'information, toute l'importance qu'il doit avoir ».

Il est incontestable que l'avis émis par le ou les experts aura une influence considérable sur l'ordonnance définitive du juge d'instruction ou sur l'opinion du tribunal ou de la Cour appelés à statuer ; il est donc indispensable que l'expertise soit confiée à des hommes d'une capacité reconnue, d'une probité et d'une indépendance au-dessus de tout soupçon ; mais, malgré cela, pour éviter des frais inutiles, ceux qui exercent dans la localité où a lieu l'instruction, ou ceux qui en sont le moins éloignés, doivent être préférés. M. le Garde des Sceaux, par sa circulaire en date du 30 septembre 1826, avait jugé utile de formuler ces recommandations : « Les magistrats, disait-il, ne sauraient apporter trop de soins dans le choix des experts et gens de l'art, dont ils peuvent se faire assister en vertu des articles 43 et 44 pour constater le corps du délit. Les opérations de médecine légale, surtout, exigent cette précaution ; elles sont souvent difficiles et délicates ; elles ont une grande

influence sur le jugement des affaires les plus graves ; c'est un double motif de ne les confier qu'à des hommes instruits, expérimentés et capables de les bien faire. Les erreurs et les méprises, qui se commettent au moment du flagrant délit, sont souvent irréparables ; et, quand il serait toujours possible de recommencer avec succès ce qui a été mal fait dans le principe, il en résulterait toujours un surcroît de dépenses qu'on aurait prévenu par un choix plus éclairé ».

En matière médico-légale, le règlement d'administration publique du 21 novembre 1893 détermine les conditions, suivant lesquelles le titre d'expert près les tribunaux pourra être conféré : « Au commencement de chaque année judiciaire et dans le mois qui suit la rentrée, les Cours d'appel, en chambre du Conseil, le Procureur Général entendu, désignent sur des listes de proposition des tribunaux de première instance, les docteurs en médecine à qui elles confient le titre d'experts devant les tribunaux ». En cas d'urgence ou d'empêchement des médecins figurant sur la liste, il est permis d'en nommer d'autres.

Les experts nommés par le Procureur de la République sont désignés par voie de réquisition ; dans le cours de l'information, le juge d'instruction agit, soit par voie de réquisition, soit par voie d'ordonnance ; c'est cette dernière manière qui est ordinairement employée. Les magistrats peuvent assister aux opérations d'expertise ; lorsque leur présence fait défaut, ils doivent donner aux experts des instructions suffisamment détaillées sur la nature des opérations requises et les différents points à constater ou à élucider.

Alors que les témoins ne peuvent sous peine d'amende refuser de venir faire leur déposition, les experts, autres que les médecins, ne sont pas tenus de déférer à la réquisition qui leur est faite.

Le serment est une formalité essentielle, qui garantit la sincérité des déclarations des experts ; ceux-ci doivent, avant d'opérer, prêter serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience. L'expertise, faite sans prestation de serment préalable, manquerait d'authenticité et ne pourrait être consultée qu'à titre de simple renseignement. Ni les parties, ni les magistrats, ne peuvent dispenser les experts de prêter serment (1).

Si le magistrat instructeur peut et, même dans certains cas, doit assister aux opérations d'expertise, le prévenu au contraire n'y assiste pas, (2) sauf s'il en est ordonné autrement par le magistrat. La présence de la partie civile n'est également pas exigée, mais il a été jugé que si, en fait elle y a assisté, il n'y a pas là de nullité.

Les experts, après avoir examiné consciencieusement les personnes ou les choses soumises à leur appréciation, font leurs constatations ; le juge doit les laisser libres d'agir à leur guise ; il leur a posé certaines questions, demandé certaines recherches, à eux d'opérer comme ils le jugeront utile pour obtenir les résultats demandés. Le magistrat a cependant un rôle de surveillance ; il doit s'assurer que les experts ne se laissent pas entraîner par leur intérêt professionnel à faire des recherches inutiles et que, d'un autre côté, ils ne laissent pas dans l'ombre des particularités intéressantes au point de vue de la découverte de la vérité ; il peut donc appeler leur attention sur les points qui lui paraissent avoir été oubliés ou négligés. Il veillera également à ce que, avant de procéder à leur travail, ils fassent

(1) Cass 2 février 1907. Gaz Pal 1907, 11 mars.

(2) Cass. 13 juillet 1906. Pand F. 1906. I 328. — Cass. 15 novembre 1894 S. 1895 I 55. — Cass. 2 janvier 1858. D. 1858. I 47. — Cass. 12 mars 1857 D. 57. I 182. — Cass. 16 février 1855. D. 55. I 350.

une description exacte de l'état actuel de la chose soumise à leur examen. En effet, cette mesure peut avoir la plus grande importance si, dans la suite, il était nécessaire de procéder à une nouvelle expertise. Après avoir fait leurs constatations, les experts doivent en tirer des conséquences et fournir leurs conclusions ; pour cette partie de leur travail, le magistrat instructeur doit leur laisser la plus entière liberté et s'abstenir de les influencer en quoi que ce soit.

Pour les aider dans leurs recherches et leur permettre d'accomplir leur mission de la façon la plus utile possible, la Cour de Cassation a autorisé les experts à recueillir tous les renseignements qui leur paraîtraient nécessaires, sans aller cependant à se livrer à de véritables enquêtes.

Les experts font généralement un rapport dans lequel sont relatées leurs constatations et leurs conclusions, et qui, d'une façon claire et précise, doit contenir le détail exact et minutieux de tous les faits dont on peut tirer des inductions quelconques. C'est dans ce rapport que l'accusation et la défense devront trouver les éléments capables d'établir la culpabilité ou l'innocence du prévenu ; il doit donc être motivé, c'est-à-dire contenir la raison d'être de ses conclusions, et ne négliger rien de ce qui peut être favorable ou défavorable à l'inculpé.

S'il est préférable que ce rapport soit établi par écrit et joint aux pièces de la procédure, cette formalité n'est cependant pas imposée par la loi. Dans certains cas d'ailleurs, les experts, bien que très habiles et très savants dans leur art, profession ou métier, peuvent être totalement illettrés et se trouver, par suite, dans l'impossibilité absolue de fournir un rapport écrit. Ils doivent alors comparaître devant le magistrat qui les a commis ; celui-ci, après les avoir entendus, consignera leurs vérifications sur son procès-verbal qu'il leur fera ensuite signer.

Les juges, auxquels sont soumis les rapports ainsi établis, ne sont pas liés par les conclusions de l'expert ; ils restent libres de les vérifier par leur bon sens et leur raison ou à l'aide de tous autres renseignements qu'ils pourraient recueillir ; cependant, ce n'est qu'avec prudence, et non pas à la légère, qu'ils pourront s'écarter de l'opinion émise par des hommes de l'art qu'ils ont reconnu avoir des connaissances spéciales, puisqu'ils ont eu recours à leur travail et à leur avis. Avant de rejeter les conclusions de l'expert, les magistrats pourront donc examiner trois points : 1° Les lois scientifiques sur lesquelles se fondent les experts sont-elles constantes ou sujettes à contestation ? 2° l'application de ces règles scientifiques à l'espèce, est-elle conforme aux règles d'une saine logique ? 3° les déclarations des experts sont-elles en rapport avec les aveux de l'accusé et avec les déclarations des témoins ? » (1). Lorsque c'est le Tribunal qui, avant de prononcer son jugement, sera appelé à résoudre ces questions, il y sera aidé par le Procureur de la République et l'avocat du prévenu, chacun dans ses conclusions et développement. Enfin, s'il ne se trouve pas suffisamment éclairé, il peut ordonner une nouvelle expertise.

Les frais d'expertise sont payés par l'administration de l'enregistrement, et, en cas de condamnation, le recouvrement en est exercé sur le condamné avec celui des autres frais de justice.

*Comparaison entre l'expertise en matière criminelle
et l'expertise en matière de fraudes.*

Le but de l'expertise, en matière criminelle, est analogue,

(1) Mittermaier. Preuves en matière criminelle, chapitre 30.

pour ne pas dire identique, à celui de l'expertise en matière de fraudes. Dans les deux cas, en effet, les magistrats s'adressent à des hommes spéciaux pour leur demander le secours de leur expérience professionnelle afin de les aider à éclairer plus sûrement leur religion. Ces experts font des constatations d'où ils tirent ensuite des déductions, dont le magistrat s'inspirera plus tard, pour faire une application justifiée de la loi.

En matière criminelle, si les juges ont, dans certains cas, presque toujours recours à une expertise, ils n'y sont cependant pas obligés et conservent, à cet égard, toute liberté ; exception est cependant faite au cas de mort violente ou dont la cause est inconnue ou suspecte, où alors l'expertise médicale s'impose, aux termes de l'article 44 du code d'instruction criminelle. En matière de fraudes alimentaires, les juges ou du moins le juge d'instruction n'a plus qualité pour accorder ou refuser une expertise, c'est à l'inculpé que ce droit appartient, et lorsqu'il a usé de la faculté que la loi lui accorde, l'expertise devient obligatoire. Quand l'auteur présumé de la fraude n'a pas usé de son droit dans le délai de trois jours qui lui était imparti et que, comparaissant devant le tribunal correctionnel sous l'inculpation de fraude alimentaire, il sollicite seulement une expertise, les règles du droit commun reprennent alors leur empire et le Tribunal est libre de prescrire ou de refuser l'analyse demandée. Dans le premier cas, celle-ci devra être faite contradictoirement.

Pour le choix des experts, le système de la liste ouverte est en vigueur en matière criminelle, sauf pour les expertises médico-légales ; au contraire, c'est le système de la liste fermée qui a été adopté par la loi de 1905.

La question du serment est réglementée d'une façon

identique, qu'il s'agisse d'une expertise ordinaire ou d'une expertise en matière de fraudes ; dans aucun cas les experts ne peuvent en être dispensés.

Lorsque les conclusions des experts ont été déposées et que l'affaire est soumise au Tribunal, celui-ci conserve sa liberté d'appréciation et ne se trouve pas lié par le rapport des experts.

Les différences essentielles que nous pouvons relever entre les deux sortes d'expertises se trouvent dans la nomination des experts, leur nombre et leur façon de procéder.

Alors qu'en droit commun, ils sont toujours nommés par les magistrats, en matières de fraudes, ce droit appartient concurremment aux magistrats et à l'inculpé, à moins que celui-ci n'ait renoncé au bénéfice de l'expertise contradictoire. Les experts, quand il s'agit de l'analyse d'un produit alimentaire, sont toujours au nombre de deux, tandis qu'en droit commun, il n'en est généralement désigné qu'un, en conformité de la circulaire ministérielle du 6 février 1867.

La différence principale, entre la procédure générale et la procédure adoptée par la loi de 1905, consiste dans la contradiction qui doit exister entre les experts, dans l'exécution de leurs travaux ; ils ne doivent établir leurs conclusions qu'après s'être communiqué le résultat de leurs recherches et avoir discuté entre eux ; aucune obligation semblable n'est applicable dans les expertises de droit commun.

Le reproche que l'on peut faire à l'expertise criminelle, dans laquelle un seul expert a été nommé, est de priver cet homme de l'art d'un élément très utile, essentiel même à la découverte de la vérité, qui est la discussion, l'échange des observations avec une autre personne compétente ;

c'était également l'avis de Messieurs les docteurs Laccassagné et Brouardel. De plus, dans le cas où deux experts sont commis, comme ils opèrent séparément, ils pourront arriver à des conclusions très divergentes et, loin d'éclairer le Tribunal, ils rendront plus grande encore son incertitude. Cela nécessitera souvent une nouvelle expertise, ce qui aura pour conséquence d'augmenter considérablement les frais de la procédure. Enfin, dans certains cas, l'inculpé se verra refuser une expertise qui aurait pu avoir pour lui la plus grande utilité.

CHAPITRE VIII

Expertise en matière civile.

L'usage de l'expertise, en matière civile, remonte à une époque très ancienne. Nous en trouvons déjà des traces dans le droit romain. Le juge statuait après avoir vu le rapport fait par des gens de diverses professions, auxquels il avait donné mandat d'apprécier des choses rentrant dans leur spécialité. Ces experts étaient tenus de prêter serment avant de remplir leur mission, aussi, étaient ils généralement appelés « juratores ».

En France, c'est l'ordonnance de Blois qui institua les experts, « qui pénétreraient dans les choses et par leur expérience en discuteraient et en feraient jugement » (1). Au début, les parties et les juges avaient toute liberté pour choisir les experts, mais à partir des édits des mois de mai et juillet 1690, qui en créèrent en titre, tant à Paris que dans les provinces, il fut défendu : « de convenir en justice d'autres experts que ceux pourvus d'office, à peine de nullité » Dans les expertises commerciales seules, les parties pouvaient faire leur choix en dehors des jurés-experts. Celui qui était nommé expert était pourvu d'un véritable office ; il devait renoncer à faire aucune autre entreprise et avait des obligations assez rigoureuses. Ces offices de-

(1) Thévenin. Contribution à l'histoire du droit germanique, page 721.

vaient être supprimés en partie par un édit du mois d'octobre 1697. Le jugement, ordonnant une expertise, devait mentionner les faits sur lesquels le rapport serait fait, le juge qui recevrait le serment et le rapport, enfin le délai dans lequel les parties comparaitraient devant le juge-commissaire. Le jour de l'assignation, les parties comparaissaient et désignaient, chacune, la personne sur laquelle avait porté leur choix ; si l'une d'elles faisait défaut ou refusait de nommer son expert, le juge lui en désignait un d'office ; mais, dans ce cas, il ne pouvait choisir celui nommé par l'autre partie. Les experts devaient dresser leur rapport sur les lieux et séance tenante ; cette prescription avait pour but d'éviter qu'ils se laissassent influencer par des circonstances qui auraient pu survenir après l'expertise. Si leurs conclusions étaient contraires, ce qui arrivait fréquemment, le juge commissaire nommait d'office un tiers expert ; l'estimation de celui-ci ne pouvait être, ni supérieure au plus haut prix, ni inférieure au plus bas prix fixés par les deux premiers experts. Les experts recevaient une rétribution différente, suivant qu'ils avaient opéré à Paris ou en province, dans la ville même ou ses faubourgs ou dans la banlieue. Ils avaient une action solidaire contre chacune des parties pour lesquelles ils avaient opéré. Les privilèges des jurés experts furent complètement supprimés par la loi du 2 mars 1791.

Enfin, c'est le code de procédure civile qui régit actuellement les expertises ordonnées en matière civile.

Les dispositions actuelles, relatives aux expertises en matière civile, se trouvent réparties, dans le code de procédure, au titre XIV du livre II ou au titre VII du livre I, suivant qu'elles sont relatives aux expertises devant les Tribunaux de première instance et les Cours d'appel ou devant les Justices de Paix. De plus, il a été dérogé aux règles générales pour un certain nombre de cas spéciaux.

L'expertise est un moyen d'instruction qui peut être ordonné pour la première fois, soit d'office, soit à la demande des parties

par les juges d'appel. mais, c'est surtout devant le juge des référés que cette procédure est employée.

Le Tribunal peut ordonner une expertise, toutes les fois qu'il croit nécessaire de recourir à des hommes spéciaux pour apprécier certains éléments du procès. Il peut l'accorder, soit d'office, soit à la demande des deux parties, soit à la demande d'une seule, car il lui appartient d'apprécier souverainement si cette mesure d'instruction peut servir à la manifestation de la vérité.

Le Tribunal doit, d'après l'article 302 du code de procédure civile, énoncer clairement l'objet de l'expertise. Pour cela, les parties doivent articuler, d'une manière exacte et précise, les points sur lesquels elles désirent que porte le rapport des experts. Le Tribunal peut prescrire à ceux-ci un certain mode à suivre pour leurs opérations ; il nomme le juge-commissaire qui recevra leur serment et peut, en outre décider, s'il le juge utile, que ce magistrat assistera aux opérations de l'expertise.

Les parties peuvent choisir elles-mêmes leurs experts. Si elles ne le font pas à l'audience même, le Tribunal procède d'office à cette nomination ; mais les parties ont encore un délai de trois jours pour désigner les personnes de leur choix et, ce n'est que si elles n'ont pas usé de cette faculté, qu'il sera procédé à l'expertise par les experts nommés d'office dans le cas où les parties ne se seraient pas accordées sur le choix de l'un d'eux ; il en est de même si l'un des experts, nommé par les parties, refuse.

Le Tribunal ne peut, à peine de nullité, que nommer trois experts ; l'article 303 du code de procédure civile dit en effet : « l'expertise ne pourra se faire que par trois experts, à moins que les parties ne consentent qu'il soit procédé par un seul. » Les parties peuvent donc, d'un commun accord, décider qu'il ne sera nommé qu'un seul expert ; mais si, à aucun moment de la procédure, elles n'ont fait semblable renonciation, le juge, en nommant un seul, méconnaît les dispositions de l'article 303 du code de procédure (1). La Cour de cassation a cependant modifié

(1) Cour Grenoble, 3 mai 1909, Gaz. Pal. 1909, II. 97.

l'application de cet article ; elle ne reconnaît, en effet, pour les juges, l'obligation de nommer trois experts que lorsque la loi exige impérativement l'expertise, ou que les parties la demandent, mais elle leur accorde la faculté de ne nommer qu'un seul expert, malgré la protestation des parties, lorsqu'il s'agit d'une expertise ordonnée d'office et sans que les parties y aient conclu (1). La pratique a également introduit une dérogation à l'article 303, dans le cas, très fréquent d'ailleurs, où l'expertise est ordonnée par le juge des référés ; elle a fait admettre que, dans cette hypothèse, et à raison de l'urgence, il pourrait n'être nommé qu'un seul expert.

Les Tribunaux ont, en général, l'habitude de confier les expertises aux gens de l'art qu'ils ont inscrit, sur une liste spéciale, sous le nom d'experts assermentés, mais ils n'en gardent pas moins le droit absolu de choisir en dehors de cette liste, car, depuis la loi du 2 mars 1791, toute personne peut être choisie pour remplir les fonctions d'expert. Cependant, en certaines matières (mines, douanes, forêts, tabac), le choix est limité à des catégories spéciales de personnes.

Conformément à l'article 310, les experts peuvent être récusés par les motifs pour lesquels les témoins peuvent être reprochés. Celui qui est choisi par les parties, ou nommés d'office, peut se récuser avant la prestation de serment : *nemo cogi potest ad factum* ; il n'a pas besoin d'alléguer ses raisons à l'appui de son refus.

La formalité du serment étant substantielle, est ordonnée à peine de nullité ; les juges ne peuvent en donner dispense, à moins de consentement des parties et, dans ce cas, il n'y a pas à distinguer si les experts ont été nommés d'office ou non. Cependant la jurisprudence déroge à ces principes en admettant que le juge des référés peut, quand il ordonne une expertise, dispenser d'office de la prestation de serment.

Les parties doivent être invitées à se trouver aux opérations des experts ; cette invitation peut être faite au moment de la

(1) Cass. 19 mai 1909, Gaz. Pal. 22 octobre 1909.

prestation de serment, si les parties y sont présentes, dans le cas contraire, par une sommation par acte d'avoué. L'omission de ces formalités aurait pour conséquence la nullité de l'expertise faite en l'absence de l'une des parties. La présence des parties a, en effet, pour but de leur permettre de soumettre aux experts les observations qu'elles pourraient trouver utiles à leur cause et cette faculté leur ferait défaut si elles ignoraient le jour des opérations d'expertise. C'est là une formalité dont l'omission entraîne, en principe, la nullité de l'expertise, comme portant atteinte aux droits de la défense, bien que cette nullité ne soit pas expressément édictée par l'article 315 du code de procédure civile. La Cour de cassation s'est, à de nombreuses reprises, prononcée dans ce sens (1).

Mais, s'il peut arriver qu'il n'y ait pas nullité, bien que les parties n'aient pas été présentes, ce n'est que lorsque la défense n'a pu avoir à en souffrir, ce que les juges ont à apprécier dans chaque cas (2). Au contraire, lorsque l'irrégularité a eu pour résultat de porter atteinte aux droits du défendeur, la nullité de l'expertise en est la conséquence nécessaire (3). Lorsqu'il découle du rapport même de l'expert que celui-ci a procédé à des enquêtes, sans y avoir convoqué les parties et hors leur présence, il est incontestable que les droits des plaideurs se sont trouvés lésés et l'expertise est obligatoirement nulle (4).

Les trois experts doivent opérer ensemble ; si l'un d'eux manquait, les deux autres ne pourraient procéder aux opérations de l'expertise, car celle-ci, ainsi faite, serait nulle ; il est vrai que cette irrégularité, n'étant pas d'ordre public, serait susceptible d'être couverte. Avant les opérations, lecture est donnée du dispositif du jugement, afin que les parties puissent adresser aux experts les observations qu'elles croient nécessaires au sujet

(1) Cass. 5 février 1879. D. 79. I. 426. — Cass. 15 octobre 1898. S. 99. I. 32. — Cass. 11 février 1902. S. 1902. I. 144.

(2) Cass. 20 janvier 1891. D. 91. I. 155. — Cass. 15 février 1899. S. 1899. I. 371. — Cass. 11 février 1901. S. 1903. I. 1458. — Cass. 12 mai 1897. S. 97. I. 320.

(3) Cass. 15 février 1899. D. 99. I. 542. — Cass. 9 juillet 1900. S. 1904. I. 211. — Cass. 28 mars 1905. D. 1905. I. 192.

(4) Cour. Lyon 21 juillet 1908. Gaz. Pal. 1908. II. 359.

du mandat qui leur a été donné et du mode de son exécution. Ceux-ci doivent, en effet, se renfermer dans les limites tracées par le jugement en vertu duquel ils procèdent et ne faire, ni plus, ni moins, que ce qu'il ordonne. Ils écarteront ainsi toute constatation et tous avis inutiles à la justice, et celle-ci n'aura pas à rechercher ailleurs, ou à leur demander, dans un rapport supplémentaire, les vérifications ou estimations dont elle a besoin. Les parties, qui assistent aux opérations, ont le droit de faire les observations qu'elles jugent nécessaires et d'adresser les réquisitions qu'elles croient utiles à leurs intérêts ; celles-ci ne sont pas nécessairement exécutées, mais doivent être mentionnées dans le procès-verbal ; les parties peuvent, en outre, faire des réserves quand la façon de procéder leur paraît irrégulière. Le jugement peut autoriser les experts, à prendre tous les renseignements utiles à l'accomplissement de leur mandat ; la Cour de Cassation leur a même, dans certains cas, reconnu cette faculté, à défaut de toute autorisation. Ils peuvent se faire remettre toutes les pièces qu'ils trouvent nécessaires.

Lorsque les experts ont fait leurs vérifications et constatations, pris leurs renseignements, enfin, terminé leurs opérations, ils doivent en rédiger : « le récit circonstancié auquel ils joignent l'expression motivée de leur opinion » (Garsonnet tome 2 § 351). Leur rapport doit être écrit et ne former qu'un seul avis à la pluralité des voix. En cas d'avis différents, cependant, il devra indiquer les motifs des divers avis, mais sans faire connaître quelle a été l'opinion personnelle de chacun d'eux. Cette précaution a été prise par le législateur, afin que les parties ou leurs avocats ne puissent discuter le mérite des experts, ou la supériorité de l'un sur l'autre, pour faire prévaloir l'avis que chaque partie trouve le plus conforme à sa cause. En un mot, il est permis de critiquer les avis, mais non les personnes. Peut-être aussi, a-t-on redouté le ressentiment que pourrait avoir un plaideur contre celui ou ceux des experts qui auraient conclu contre lui. Le rapport peut même contenir trois avis différents ; dans ce cas, le Tribunal choisira entre les trois solutions expri-

mées ou bien il appliquera les dispositions de l'article 322 qui lui permettent d'ordonner une nouvelle expertise, ou bien, encore, il adoptera une quatrième solution ; dans ce cas il devra énoncer, conformément au droit commun, les motifs qui, en dehors de l'avis des experts, ont déterminé sa conviction (1).

En ce qui concerne l'expertise faite en Justice de Paix, le code de procédure n'y fait allusion que dans son article 42 qui s'exprime ainsi : « Si l'objet de la visite (des lieux) ou de l'appréciation exige des connaissances qui soient étrangères au juge, il ordonnera que les gens de l'art, qu'il nommera par le même jugement, feront la visite avec lui et donneront leur avis ; il pourra juger sur les lieux mêmes, sans déssemparer. Dans les causes sujettes à l'appel, procès-verbal de la visite sera dressé par le greffier, qui constatera le serment prêté par les experts. Le procès-verbal sera signé par le Juge, par le greffier et par les experts ; et, si les experts ne savent ou ne peuvent signer, il en sera fait mention ».

On peut dire que c'est la jurisprudence qui a fait la loi en cette matière ; elle a décidé que l'expertise ne devait pas toujours être faite par les experts en présence du juge, et que celui-ci avait la faculté d'ordonner qu'il y serait procédé sans son assistance. C'est le Juge de Paix qui nomme les experts, et il n'est pas douteux qu'il n'est pas obligé de réserver aux parties le droit de substituer des hommes de leur choix à ceux qu'il a désignés. A raison de la modicité des intérêts qui se débattent ordinairement devant lui, il a la faculté de choisir un seul expert sans que le consentement des parties soit utile ; cependant, lorsque l'objet du litige sera d'importance ou que les difficultés de l'expertise seront sérieuses, il pourra en nommer trois. Les parties peuvent également assister aux opérations de l'expertise ; en tous cas, elles doivent y avoir été convoquées ; elles

() Cass. 4 novembre 1908. Gaz. Pal. 1908. II. 502.

Cass. 6 juillet 1908. Gaz. Pal. 1908. II. 85.

Cass. 8 juillet 1908. Gaz. Pal. 1908. II. 227.

peuvent y faire leurs observations et défendre leurs intérêts. Le rapport des experts peut, selon les circonstances, être oral ou écrit.

La procédure en matière commerciale est à peu près la même que celle suivie en matière civile ; nous remarquerons simplement que le Tribunal peut nommer un ou trois experts et qu'il peut n'en nommer qu'un, sans que les parties y aient consenti préalablement. Enfin, des règles toutes spéciales sont applicables à l'article 106 du code de commerce.

*Comparaison entre l'expertise en matière civile
et l'expertise en matière de fraudes.*

Ici encore l'expertise en matière civile a un but analogue à celui de l'expertise en matière de fraudes ; c'est d'aider le magistrat à solutionner une question pour laquelle il est nécessaire d'avoir une compétence spéciale.

Si elle doit toujours être ordonnée par un jugement, elle est absolument facultative pour le Tribunal qui peut la prescrire, soit d'office, soit à la demande des deux parties, soit à la demande d'une seule ; il n'est donc plus question ici d'expertise obligatoire et c'est sur ce point, capital selon nous, qu'elle se différencie de l'expertise prévue par la loi de 1905.

Pour le choix des experts, c'est le système de la liste ouverte qui est en vigueur ; les parties ont le droit de choisir elles-mêmes leurs experts et ce n'est qu'à défaut par elles d'user de cette faculté que le Tribunal procède d'office à cette désignation ; il n'existe pas de listes spéciales d'experts comme en matière de fraudes.

Si le serment est obligatoire, les parties peuvent cependant en dispenser les experts, tandis que cette formalité est essentielle en matière de fraudes, d'après les principes généraux du droit commun.

L'expertise civile se rapproche sur plusieurs points de l'exper-

tise objet de notre étude ; en effet, il doit, en principe, aux termes de l'article 303 du code de procédure civile, être toujours procédé, à peine de nullité, à la nomination de trois experts et ces trois experts doivent procéder ensemble ; ils ne déposent ensuite qu'un seul rapport, ce qui les oblige donc à discuter entre eux et à se communiquer leurs observations. On peut donc dire que le principe de l'expertise contradictoire, sans être énoncé en termes catégoriques, existe cependant dans l'expertise civile.

Bien plus, les parties intéressées peuvent assister aux opérations des experts et elles doivent, en tout cas, y être convoquées, à peine de nullité ; elles sont donc à même de faire toutes les observations qu'elles jugent utiles et de fournir tous les renseignements qui peuvent leur être demandés.

Suivant le principe habituel, les conclusions des experts ne lient pas le Tribunal qui peut adopter une solution contraire en la motivant.



CONCLUSION.

Critique de la loi de 1905 et du décret de 1906.

Après avoir étudié le fonctionnement de l'expertise contradictoire, tel qu'il est prévu par la loi de 1905 et organisé par le décret de 1906, il nous reste à signaler les avantages et les inconvénients que nous avons pu constater dans la législation actuelle des fraudes.

Il nous semble, d'abord, que c'est à juste raison que le législateur a, dans l'article 12 de la loi posé le principe de l'expertise contradictoire. En effet, il nous paraît que la discussion, qui doit s'établir entre plusieurs experts, est de nature à faire aboutir, plus sûrement, à la découverte de la vérité ; les experts se sentant contrôlés l'un par l'autre, mettent tout leur amour-propre à ne pas arriver à des conclusions erronées, et à ne laisser dans l'ombre aucune particularité intéressante. Les chimistes, d'ailleurs, ne sont pas infaillibles et nombre d'entre eux émettent des théories qui sont tous les jours combattues par leurs confrères eux-mêmes ; il y avait donc intérêt à admettre la pluralité d'experts et à obliger ceux-ci à discuter entre eux les résultats de leurs recherches. On peut espérer, ainsi, arriver à une solution plus raisonnée et plus équitable.

Il était avantageux de recourir à des règlements d'administration publique pour leur laisser le soin de prendre les mesures propres à assurer l'exécution de la loi. M. Lasies reconnaissait lui-même cette nécessité : « Si quelqu'un, disait-il, est ennemi des règlements d'administration publique, c'est bien moi, qui ai toujours protesté contre eux. Mais dans l'espèce, malheureusement, je reconnais qu'il est nécessaire, parce que les fraudeurs sont si habiles et vont tellement vite pour tourner la loi qu'il faut un règlement d'administration publique qui marche aussi vite qu'eux. » Un décret permet, en effet, d'obvier très rapidement aux manœuvres nouvelles employées par les fraudeurs, qui ont l'esprit très inventif et profitent de toutes les découvertes nouvelles de la science pour falsifier leurs produits. Mais cette façon de procéder des législateurs peut cependant avoir de grands inconvénients ; il peut arriver que l'administration, dans les mesures qu'elle prescrit, ne réponde pas entièrement au vœu du législateur et arrive à substituer complètement ses décisions à celles de celui-ci. De plus, la loi de 1905 s'en étant rapportée, pour les détails de son application et, en particulier, pour l'expertise contradictoire, à des règlements d'administration publique, il en résulte que le commerçant, en ce qui concerne cette matière, n'a pas les garanties que toute loi devait lui offrir.

En effet, il ne dépend que de la volonté d'un ministre, approuvée par le Conseil d'Etat, pour modifier, du jour au lendemain, les règles qui jusqu'alors étaient appliquées et, par suite, celui qui avait pris toutes ses dispositions, pour ne commettre aucune infraction et pour pouvoir, le cas échéant, justifier de sa bonne foi, peut se trouver subitement dans l'impossibilité de le faire, en raison de la mise en vigueur d'un nouveau décret ou d'un nouveau règlement. C'est ainsi que nous avons vu un commerçant poursuivi pour avoir mis en vente, sous le nom de « kirsch fantaisie », une eau-de-vie qui aurait du être dénommée « kirsch artificiel ». Ce commerçant s'était cependant bien conformé à l'article 7 du décret du 3 septembre, mais il ignorait la circulaire du 6 mars 1908.

Le décret du 31 juillet 1906, en donnant aux agents du service de la répression des fraudes, le pouvoir d'opérer des prélèvements d'échantillons, en toutes circonstances et chez tous négociants, a assuré d'une façon beaucoup plus efficace la répression de la fraude. Avant la législation actuelle, seul, le juge d'instruction saisi pouvait, au cours d'une information, ordonner une mesure de ce genre ; or, dans la plupart des cas, le commerçant suspecté était déjà inculpé et avait pu prendre toutes les mesures nécessaires pour se soustraire aux poursuites dont il était l'objet. Ces précautions lui deviennent actuellement beaucoup plus difficiles, pour ne pas dire impossibles, puisque les prélèvements se font à l'improviste.

C'est à juste raison, également, que l'on a conféré aux agents des fraudes les mêmes prérogatives que celles qu'avait le juge d'instruction auprès des administrations publiques.

Si le décret de 1906 a quelques avantages pour la poursuite des fraudeurs, nous pensons néanmoins nécessaire de signaler de nombreux inconvénients que nous avons cru y avoir remarqués.

D'une façon générale, nous pouvons dire que la procédure réglementée par le décret de 1906 est trop formaliste et trop complexe, et que souvent elle sera cause que des poursuites ne pourront être exercées ou que des procédures seront annulées ; la jurisprudence a eu, d'ailleurs, souvent l'occasion de s'en apercevoir, puisqu'elle en est arrivée à décider d'une façon constante, que les formalités prescrites par ce décret ne le sont, à peine de nullité, qu'autant que leur inexécution porte atteinte aux droits de la défense.

En désignant des autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la loi de 1905, le règlement d'administration publique déroge à l'article 8 du Code d'instruction criminelle, qui confie à la police judiciaire le soin de rechercher les diverses infractions à la loi pénale. Nous nous heurtons là à une chose surprenante, mais qui aurait dû être impossible, puisque cet article n'est pas modifié par une loi et qu'un règle-

ment d'administration publique ne peut pas suppléer au silence de la loi. L'article suivant du Code d'instruction criminelle indique, d'autre part, d'une façon limitative, les officiers de police judiciaire chargés de la recherche des infractions et, seule, une loi était capable d'ajouter à la liste ou d'y retrancher ; or, cependant, le décret de 1906 énumère de nombreux agents qui ne sont pas officiers de police judiciaire et, d'autre part, nous voyons que les officiers de gendarmerie, les maires et les juges de paix ne sont pas compris dans son énumération. Le même code précise, d'autre part, les pouvoirs qui sont conférés à ces officiers de police judiciaire pour recueillir les éléments d'information et ces pouvoirs ne peuvent pas, à notre avis, être étendus ou restreints autrement que par un texte législatif (1).

Nous remarquons également que l'autorité administrative s'est vue accorder des pouvoirs exorbitants et qu'elle s'est, en quelque sorte, vue substituée à l'autorité judiciaire pour la recherche des délits en matière de fraudes.

C'est surtout dans le fonctionnement de l'expertise contradictoire que se trouvent les inconvénients qui nous ont le plus frappé. Nous remarquons d'abord que l'article 17 ne limite pas le temps accordé à l'auteur présumé de la fraude pour choisir son expert, de telle sorte qu'un commerçant poursuivi, après avoir fait savoir au parquet qu'il réclame l'expertise contradictoire, peut ensuite faire traîner les choses en longueur et ajourner à l'infini le choix de son expert.

De plus, aux termes de l'article 18, pour que l'expertise soit contradictoire, il est nécessaire qu'elle soit opérée par l'expert désigné par le juge d'instruction et par l'expert désigné par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte ; il faut donc nécessairement inculper quelqu'un ; nous avons vu, dans notre chapitre IV, les inconvénients de cette obligation et les difficultés qui peuvent surgir, lorsque le fournisseur est mis ultérieurement en cause ou qu'il s'agit de plusieurs inculpés.

(1) *France Judiciaire*, 1906. Article de M. Rome.

En ce qui concerne la désignation des experts, l'expertise contradictoire a été organisée à l'image de l'expertise douanière (lois des 7 mai 1881, art. 4, et 11 janvier 1892, art. 9). Mais, tandis qu'il était logique, en matière de douanes, de faire désigner un expert par l'administration et l'autre par le déclarant, le décret de 1906 méconnaît le caractère du juge d'instruction (qui est un juge et non la partie publique), en lui attribuant la nomination de l'un des deux experts.

C'est également par analogie avec l'instruction contradictoire, établie par la loi du 8 décembre 1897, que le législateur a songé à créer l'expertise contradictoire. Mais ces deux procédures, n'appartenant pas au même ordre d'idées, n'étaient pas obligatoirement susceptibles d'être l'objet de réformes semblables. Le rôle de l'expert, en effet, est d'apporter un jugement impartial sans se préoccuper des conséquences qu'il pourra entraîner; il constate les faits et les interprète en toute conscience, sans s'occuper d'y rechercher une réquisition contre l'inculpé ou une défense en sa faveur. Il est pour la justice un aide nécessaire, il éclaire le juge, sans avoir à rechercher dans quelle mesure son appréciation changera la situation du prévenu. « L'expert, dit Régis, ne doit tendre qu'à une fin : éclairer la conscience du juge et préparer les décisions impartiales de la Cour ». Les qualités qu'il doit avoir au point de vue de la conscience et de l'impartialité sont les mêmes que celles qui sont essentielles aux fonctions de juge; comme celui-ci, en effet, on peut dire avec M. Vidal « qu'il porte un jugement ». M. Motet avait bien compris ainsi cette mission de l'expert lorsqu'il disait, dans une discussion au sujet du projet de loi Cruppi, « Nous protestons de toutes nos forces contre ce dualisme qui infligerait d'emblée cette notion absolument fausse qu'il pourrait y avoir une opinion faite ou un parti pris dès le début de toute expertise ». L'expert peut être considéré comme un auxiliaire du juge au même titre qu'un commissaire de police, ou tout autre officier de police judiciaire, est un auxiliaire de la poursuite. Or, de même que nous ne pourrions concevoir que parmi les trois juges criminels,

l'un soit choisi par l'accusation, l'autre par la défense et le troisième pour les départager, nous ne devons pas exiger qu'il en soit autrement pour les experts, car, faire l'expertise contradictoire telle qu'elle est organisée par le décret de 1906, c'est demander que, non le débat, mais le jugement soit contradictoire. Par la nomination de son expert, l'inculpé n'aura souvent qu'un but, égarer le cours de la justice; il cherchera à mettre de son côté un expert qui soutiendra ses intérêts et, dans le cas où les conclusions de cet expert seraient en opposition avec celles de l'autre expert, créer ainsi un état de doute qui servirait de base au Tribunal pour un acquittement, ou au juge d'instruction pour un non lieu.

D'autre part, si l'article 18 du décret prescrit d'une façon absolue de choisir les experts sur les listes spéciales de chimistes experts dressées, dans chaque ressort, par les Cours d'Appel et les Tribunaux civils, le jeu normal et régulier de l'expertise contradictoire peut se trouver absolument entravé. Il est avéré, en effet, que sauf dans les grandes villes, les experts compétents, avant la science requise et une expérience suffisante, font souvent défaut. Si cet article 18 est rigoureusement appliqué, il pourra arriver dans certains arrondissements, en Corse notamment, où il n'y a pas de Faculté, que les experts choisis seront d'une incompétence absolue.

Nous remarquerons, en outre, que l'expertise contradictoire, ainsi qu'elle est organisée, occasionne des frais énormes et qu'elle est souvent préjudiciable au commerçant. En effet, l'auteur présumé d'une fraude, qui, à la suite des conclusions du laboratoire de triage, se trouve soupçonné d'une fraude, a bien la faculté de demander l'expertise contradictoire, mais, si de celle-ci il résulte qu'aucun délit n'a été commis, il n'en a pas moins à supporter, en plus du préjudice moral qui a pu lui être causé par l'inculpation obligatoire, un préjudice pécuniaire par suite de ses frais de déplacement pour se rendre à l'instruction; il aura également ses frais d'avocat s'il a jugé utile de recourir à l'assistance d'un conseil.

De plus, l'article 8 de la loi de 1905 ne permet pas, lorsque la poursuite est commencée, de modifier l'inculpation. L'inconvénient de cette disposition saute aux yeux ; et au lieu de modifier l'inculpation, au cours de la procédure, les parquets se résoudront, peut-être, après un jugement d'acquiescement, à commencer une autre poursuite, ce qui entraînera de nouveaux frais.

Autres manières de concevoir une expertise contradictoire. — On aurait pu appliquer le principe de la contradiction lors de la désignation d'un seul expert par le juge d'instruction. Ce système aurait eu l'avantage de l'économie et se serait rapproché, par son fonctionnement, de celui admis en matière criminelle pour la désignation des jurés ; il aurait donné à l'accusation et à la défense des droits suffisants pour contrôler la désignation de l'expert unique. Comme actuellement, il aurait existé une liste d'experts choisis de façon à éliminer les experts marrons en faisant choix d'hommes réunissant les conditions d'honorabilité, de conscience, de rectitude d'esprit, de compétence scientifique, qualités toutes également nécessaires pour remplir les fonctions d'experts. Sur cette liste, le choix serait fait, pour chaque affaire, par désignation contradictoire d'un expert, c'est-à-dire avec usage du droit de récusation. Et s'il avait été nécessaire d'adjoindre un expert non porté sur les listes, un spécialiste par exemple, il aurait été désigné par le juge, la défense contradictoirement entendue. Ainsi le prévenu aurait-il conservé son droit de contrôle des actes de l'instruction et son infériorité aurait-elle été supprimée vis-à-vis de l'accusation.

Ce système aurait eu l'inconvénient de ne pas rendre *contradictoire* le travail de l'expert, ce qui cependant, à notre avis, est un avantage incontestable. Aussi nous permettrons-nous d'exposer très brièvement une autre procédure d'expertise qui aurait évité beaucoup des difficultés que nous avons signalées au cours de cet ouvrage.

La façon de procéder que nous préconisons serait inspirée, dans une très grande mesure, de la procédure suivie en matière d'expertise civile, mais elle aurait de plus énoncé clairement et

impérativement la nécessité d'une discussion contradictoire entre les experts. L'affaire serait mise à l'instruction contre X...; le juge d'instruction ferait alors faire contradictoirement l'expertise, lorsque celle-ci serait demandée par l'auteur présumé de la fraude, qui d'ailleurs ne serait pas encore inculpé ; mais c'est le magistrat instructeur seul qui nommerait les experts. Ceux-ci, toujours au nombre de deux, procéderaient ensuite à leur travail, de la façon prévue par le décret de 1906, et l'on aurait la certitude qu'ils n'auraient aucun parti-pris, ni aucune idée préconçue, puisqu'ils ne pourraient se dire ni experts du juge, ni experts de la défense, mais seulement auxiliaires de la justice. L'inculpation serait faite, ensuite, contre personne déterminée, alors seulement qu'il y aurait certitude de l'existence d'un délit et charges sérieuses contre quelqu'un. L'on éviterait ainsi tout froissement, ainsi que les incertitudes qui existent actuellement au sujet de l'expertise demandée par le fournisseur ultérieurement mis en cause ou de celle demandée par plusieurs co-inculpés.

Vu : *Le Doyen*,
P. CAUWÉS.

Vu : *Le Président de la thèse*,
A. LE POITTEVIN.



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
CHAPITRE I — <i>Origine de l'expertise contradictoire</i>	5
CHAPITRE II. — <i>L'expertise contradictoire avant le décret de 1906.</i>	15
CHAPITRE III. — <i>Des prélèvements d'échantillons</i>	31
CHAPITRE IV. — <i>Fonctionnement de l'expertise contra- dictoire.</i>	
1° Analyse du laboratoire administratif	43
2° Rôle du Procureur de la République	45
3° Sens du mot expertise contradictoire.	50
4° Avec qui doit s'établir l'expertise contradictoire. Est il nécessaire de poser une inculpation.	52
5° L'expertise faite contradictoirement avec l'au- teur présumé de la fraude est-elle opposable aux inculpés ultérieurement mis en cause.	56
6° Nomination des experts.	65
7° Choix des experts.	67
8° Mission des experts.	70
9° Mode de travail des experts.	71

10° Nomination de dégustateurs.....	74
11° Présence des parties aux opérations des experts.	75
12° Rapport des experts.....	76
13° Tiers-arbitrage.....	76
14° L'expertise contradictoire est elle obligatoire dans tous les cas.....	80
15° Prélèvements ordonnés par le juge d'instruction.	81
16° Expertise, ordonnée par le Tribunal.....	86
CHAPITRE V.	
Expertise en pharmacie.....	89
CHAPITRE VI.	
1° Expertise en matière de beurre	99
2° Expertise en matière d'engrais.. . . .	103
CHAPITRE VII.	
1° Expertise en matière criminelle.. . . .	107
2° Comparaison entre l'expertise en matière crimi- nelle et l'expertise en matière de fraudes... .	113
CHAPITRE VIII.	
1° Expertise en matière civile.....	117
2° Comparaison entre l'expertise en matière civile et l'expertise en matière de fraudes	124
Conclusion	127



